

Chapitre introductif N° 10

L'univers mercantiliste des choses utiles et échangeables :

Les thèses de Malachie Postlethwayt (1707-1767)



« What a pleasure is to see the bustling mercantile scene, and the perpetual hurry of business to be observed in our trading cities »

« True system »-P 170-71

(couverture de « The Universal Dictionary of Trade and Commerce » - 1757)

Introduction

- I) Malachie POSTLETHWAYT (1707-1767)
 - Le Directeur de la *Royal African Company (RAC)*
 - Le Conseiller politique expert en *fiscalité*
 - L'érudit, rédacteur de l' « *Universal Dictionary of trade and commerce* » (1751 et 1755)
- II) Libéralisme et esclavagisme : la place de Malachie POSTLETHWAYT
 - Introduction
 - II1) Le plaidoyer de Postlethwayt pour le commerce triangulaire : l'article AFRICA
 - a) Le commerce triangulaire et le rôle de la RAC
 - b) L'éloge de l'esclavage par Postlethwayt
 - c) Une analyse du plaidoyer de Postlethwayt
- III) La thèse monétaire *circulationniste* de Postlethwayt
 - III1) La théorie générale
 - III2) La thèse monétaire *circulationniste* et la gestion de la trésorerie : une approche microéconomique
 - a) Origine de la thèse
 - b) Finances publiques et Trésorerie : l'apport de la comptabilité financière
 - III3) La thèse monétaire *circulationniste* ou la TQM de Cambridge : première approche macroéconomique
 - a) Le « *k* » de Cambridge
 - b) Postlethwayt et le « *k* » de Cambridge
 - III4) La thèse monétaire *circulationniste* ou la circulation du produit net : seconde approche macroéconomique.
 - a) Les hypothèses
 - b) L'objet de la démonstration :
 - c) La réalisation des échanges et la mesure globale du *cash* (ou circulation)
 - d) Le circuit et la vitesse de circulation
 - i- Pourquoi une vitesse de circulation ?
 - ii- Qu'est-ce que le circuit ?
 - α) définition
 - β) circulation de monnaie et de marchandises : la TQM chez Postlethwayt
 - γ) La dichotomie et le primat du *troc (barter)*

- iii) Application de l'analyse dichotomique à la thèse des 3 rentes
- e) Généralisation
- f) Une synthèse et une contradiction
 - i- L'enseignement principal
 - ii- Une contradiction dans la pensée de Postlethwayt
- IV) Budget de l'Etat, fiscalité, et dette publique : le discours de Malachie Postlethwayt
 - Introduction : Matthew Decker et Malachie Postlethwayt
 - IV1) Guerres, dette publique et impôts : le contexte
 - IV2) Le schéma analytique de Postlethwayt
 - IV3) Face à la dette : l'analyse et la solution de Postlethwayt
 - IV31) L'« oppression fiscale » et la ruine du commerce
 - a) Comment les impôts indirects nuisent-ils au commerce et à la puissance du Royaume
 - b) Deux objections non recevables
 - b1) Drawbacks
 - b2) Pression fiscale extériorisée
 - IV32) En finir avec l'ancien système pour adopter le nouveau (*True system*)
 - a) L'ancien system et la dette perpétuelle : La critique de Hume-Postlethwayt
 - i- Définition de l'ancien système
 - ii- La critique de Hume
 - iii- La critique de Postlethwayt
 - b) « True system »
 - i- Piloter la dette et non la subir : *vers une Loi de Finances*
 - ii- *comment piloter la dette ?*
 - α) *Le discours parlementaire de la dette subie*
 - β) *Piloter à l'aide d'un « fonds d'amortissement » (« sinking fund »)*
 - IV33) Le « True system » et la théorie monétaire circulationniste
 - a) L'exigence d'une *Loi de Finance*
 - b) La synergie positive de l'endettement public et du développement commercial
- V) La modernité de Malachie POSTLETHWAYT
 - V1) Postlethwayt et Ricardo
 - V2) Les méthodes d'analyse de la fiscalité indirecte au XXe siècle (Ramsey)
 - V3) les politiques budgétaires et fiscales du début du XXIe siècle : l'actualité de Postlethwayt

Conclusion Générale

ANNEXE : Les Mathématiques et les Tables Financières de Malachie Postlethwayt

Introduction

L'empire espagnol s'est effondré sous le coup de l'esclavage d'une part, (« La controverse de Valladolid » de 1550-51, où s'est distingué Fra *Bartolomé de las Casas* contre *Juan Ginés de Sepúlveda*, témoigne du problème), et de la surabondance d'or d'autre part . La leçon de la malédiction de l'or des Indes a très tôt été tirée par les autres nations européennes. Elles ont rompu avec l'idée mythique d'une assimilation de la richesse à l'or. Mais elles ont conservé l'esclavage.

Pour les mercantilistes, la véritable richesse est constituée par l'ensemble des choses utiles et échangeables sur le marché intérieur ou international. Ils ont rapporté cette richesse au travail humain productif, versant ainsi dans le populationnisme. Ils ont aussi accordé, avec la Théorie Quantitative de la Monnaie (TQM), un autre statut à la monnaie (grâce à *la théorie de la période intermédiaire* notamment, et au *Self Regulating Mechanism of Specie Distribution -SRMSD-*). Certains ont aussi considéré le budget du Royaume, comme un objet économique ouvert à la réflexion et à la controverse.

La plupart des mercantilistes jusqu'à Steuart, ont peu ou prou développé ces idées. Mais le plus convaincu, celui qui a embrassé toutes ces dimensions au milieu du XVIIIe, est sans doute Malachie Postlethwayt, un *mercantiliste par excellence*.

Comme en témoignent sa biographie et son œuvre, il est au cœur : du monde commercial et des rivalités européennes, de la politique économique et budgétaire du Royaume, et aussi du savoir économique au XVIIIe. Dans deux domaines de ce savoir, il peut être dit avoir développé plusieurs thèses qui anticipent (sinon fondent) des théories économiques nées au XIXe. D'aucuns le présentent comme un auteur *préclassique* ou *pré-smithien*.

D'une manière générale, Postlethwayt incarne le *libéralisme pragmatiste* du XVIIIe siècle. Et il est, avec son prédécesseur, Matthew Decker, un des représentants éminent de la thèse libérale de la limitation de l'interventionnisme en matière fiscale, c'est-à-dire de la lutte contre les *rigidités budgétaires et fiscales*. Car le XVIIIe siècle britannique est caractérisé par une montée sans précédent de *la dette publique*, comme le montre le graphique donné plus bas.

Aussi son travail est-il l'archétype du *discours politico-économique*, destiné à servir la cause des commerçants, et du commerce en général qu'il appelle « *commercial machine* ». On peut dire à peu de choses près, que son discours est celui des libéraux contemporains en accord avec le slogan: « *La dette publique est la cause de la destruction de notre commerce et de notre flotte marchande* ».

I) Malachie POSTLETHWAYT (1707-1767)

On ignore comment Postlethwayt, fils de marchand, a été éduqué à la science en général. Des liens avec Saint Paul's School sont cependant attestés. On sait simplement que son frère James Postlethwayt (décédé en 1761) écrivait sur la Finance et la démographie. En 1734, Malachie devient néanmoins membre de la prestigieuse Société des Antiquaires de Londres (créée en 1707), dont la recherche est principalement orientée vers l'histoire.

Par contre on comprend aisément comment et pourquoi, il s'investit dans l'Economie Politique. Cela est dû aux trois principaux épisodes de sa vie professionnelle.

Le Directeur de la Royal African Company (RAC)

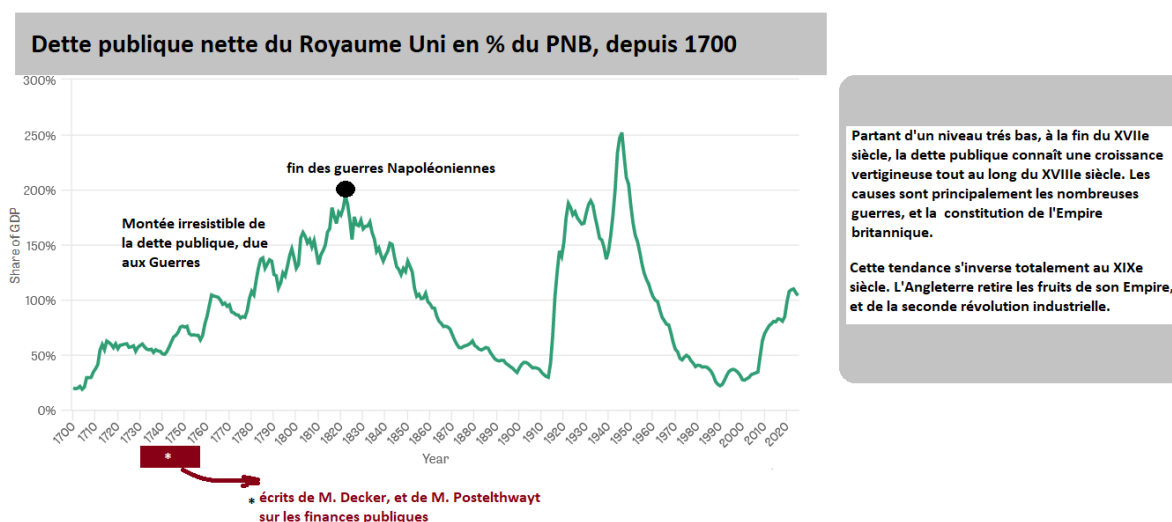
Marchand négociant il est élu Directeur de la RAC (de 1743 à 1746), succédant au futur Roi Jacques II, à Edward Colston (marchand), et à Charles Hayes (mathématicien). Celle-ci a été créée en 1660 par les Stuart et les marchands de Londres afin de gérer le commerce esclavagiste de la Côte Ouest de l'Afrique, et celui de l'or le long de la « Côte d'Or ».

Postlethwayt s'affiche comme un propagandiste de la traite négrière, ou *commerce triangulaire*, en écrivant plusieurs pamphlets (entre 1745 et 1758) pour démontrer son importance pour

l'économie du Royaume. Parmi les plus connus : « *The African Trade, the Great Pillar and Support of the British Plantation* »- (1745).

Le Conseiller politique expert en fiscalité

Dès 1730, avant que ses travaux économiques n'acquière une réputation, il entre au service du Premier Ministre et Ministre des Finances, Robert Walpole. Celui-ci est alors confronté à de graves problèmes de déséquilibres budgétaires et fiscaux, dus à *la crise de l'excise* (ou crise des *impôts indirects* ou « *accise* »). Le risque de banqueroute dû à une dette publique insupportable pèse lourdement (voir aussi notre § IV1 plus bas).



Cherchant à alléger l'impôt direct sur la terre (*Land Tax*), Walpole entreprend en 1733/34, la mise en place d'une série d'impôts indirects, commençant par le tabac. Les protestations ont tant réduit sa majorité politique, qu'il failli être mis en minorité. Walpole réagit, en mobilisant plusieurs rédacteurs pour *la défense de l'excise*. Parmi ceux-ci, Malachie Postlethwayt, qui très vite devint le principal inspirateur et organisateur de la politique fiscale de Walpole (un « *spin-Doctor* » que l'on peut traduire par « *Maître tisserand* », ou qui fait la toile). Son succès lui vaut la haine de tous les marchands de tabac, et de la hiérarchie Tory. C'est à ce moment qu'il rejoint la RAC. Mais l'endettement de cette C^{ie} vers 1746, le contraint professionnellement à se tourner à nouveau vers le Ministère, cette fois celui de Henry Pelham, en 1747. Postlethwayt, assisté par son frère James, est alors à l'origine du Debt Act de 1749 et de la suite du Tobacco Act de 1751, actes qui transmutent la dette publique en dette vis-à-vis de la Banque d'Angleterre (comme il l'avait fait avec les dettes de la RAC). Dans les années 1750/51, son influence sur la politique fiscale s'estompe, bien qu'il communique ses publications au Premier Ministre du moment (William Pitt l'ancien). En 1765/66, elle connaît un bref renouveau sous le Premier Ministre Marquis de Rockingham (abrogation du Stamp Act de 1766). Son frère James, opposé à ses propositions, prendra le relais auprès des ministres suivants. La vie de de Malachie est alors complètement tournée vers la rédaction et la publication de son *Dictionnaire*, auquel un grand succès est assuré dans les milieux politiques. Mais Malachie, chétif et malade, décéda en 1767, relativement pauvre, et peu récompensé. Ses idées ayant pourtant contribué à moderniser la finance publique et la gestion de la dette. Cette modernisation sera bien accueillie par les révolutionnaires américains.

Preuve de la portée économique du dictionnaire, le discours préliminaire, adressé au Parlement, et intitulé : « *Preliminary discourse the first* », dans lequel l'auteur expose les intentions, avant tout économiques, de son Dictionnaire. Il écrit :

THAT trade which promotes the employment of our people, advances the sale of our commodities and manufactures, and encreases our navigation, is profitable to the state; but that which obtrudes the labour of our people, lessens the consumption of native wares, and employs the shipping of foreigners is detrimental. Whence the consideration of exportation and importation arises. To give effectual encouragement to the exportation of our product and manufactures, common policy directs, that we shall be able to send them abroad as cheap, or cheaper than other nations, which are our commercial competitors; for wherever different nations attempt to outvie each other in the sale of the same kind of commodities, the lowest price will be the governing market price, to which all other sellers must be able to conform, or cease to trade at all.

Le commerce profitable à l'Etat est celui qui promeut l'emploi du peuple, accroît les ventes de marchandises et stimule notre flotte marchande. Et non pas celui qui déprime l'emploi, diminue la consommation des biens nationaux, et recourt à la marine étrangère. la politique normale d'encouragement des exportations de nos marchandises, exige que nous les vendions à un prix au moins égal à celui de nos concurrents commerciaux ; Car, partout où sévit la concurrence pour les mêmes marchandises, le prix le plus bas est celui qui gouverne le marché, et auquel tous doivent se conformer, au risque de disparaître de la concurrence ».

(extrait du Dictionnaire : « *Preliminary discourse the first* » destiné au Parlement)

Et, on peut considérer comme un exposé synthétique de sa pensée, son ouvrage intitulé : « *Great-Britain's True System: wherein is clearly shewn, i. that an increase of the public debts and taxes must, in a few years, prove the ruin of the monied, the trading and the landed interest; ii. the necessity of raising the supplies to carry on a war within the year...etc.....* », de 1757. Ou pour simplifier : « *True system* »-1757-.

La pensée de Postlethwayt est bâtie sur des fondements méthodologiques et épistémologiques solides. Le Dictionnaire expose ces fondements dans au moins deux articles : « Interest » et « Mathematics ».

L'article « Interest » est un véritable Traité de mathématiques financières, à l'usage des marchands et des fonctionnaires des finances publiques. Il expose clairement la distinction entre l'intérêt simple (*simple interest*) ou progression arithmétique, et l'intérêt composé (*compound interest*) ou progression géométrique. Et il fournit des « Tables financières » pratiques, bâties sur des équations, permettant de trouver la valeur de chaque variable connaissant les autres (par exemple la valeur d'une annuité d'emprunt, sous hypothèses). Les « Tables financières de Postlethwayt » sont calculées en nombres réels pour des durées et des montants limitées. Pour des calculs plus complexes, l'auteur suggère simplement de recourir aux logarithmes.

L'article « Mathematics » est un exposé élogieux de l'histoire (non chronologique) de la science mathématique. Dans la lignée de Petty et Locke, Postlethwayt enseigne l'importance d'une part de la science expérimentale de Bacon, et d'autre part, celle de la mathématique (arithmétique, algèbre, géométrie, trigonométrie....) appliquée notamment à l'activité économique (mais aussi à la navigation, ou à l'astronomie). S'adressant aux lecteurs, il revendique et prévoit un bel avenir à la mathématique appliquée, en ces termes :

« Besides the croud of merchants, seamen, surveyors, engineers, ship-carpenters, artizans, &c. that are to be instructed in the practice of such parts of mathematics as are necessary to their own business respectively, a competent number of able mathematicians ought to be entertained, in order to apply themselves to the practice not only to instruct the former sort, but likewise to remove those obstacles, which such as do not think beyond their common rules cannot overcome. »

(article « Mathematics »)

« Outre la foule des marchands, marins, surveillants, ingénieurs, experts en charpente navale, artisans etc... qui doivent être formés aux mathématiques nécessaires à leur propre emploi, un nombre suffisant de mathématiciens doit être requis pour s'adonner non seulement à la formation des employés, mais aussi à la résolution de problèmes insolubles pour ceux qui ne connaissent que les règles communes de la pratique. »

On comprend ainsi pourquoi plusieurs Premier Ministres, et Ministres des finances, ont pu faire confiance à Postlethwayt, chef d'entreprise audacieux, érudit, et économiste rigoureux, tout comme l'était William Petty au siècle dernier.

Pour conclure, il est normal de considérer le Dictionnaire comme l'œuvre principale de Postlethwayt. Ses écrits sont cependant très nombreux. Nous retiendrons ci-dessous certains d'entre eux, renvoyant le lecteur aux multiples bibliographies existantes (Par exemple celle de l'Encyclopedie : « *The history of economic thought* »).

II) Libéralisme et esclavagisme : la place de Malachie POSTLETHWAYT

Introduction

Les événements historiques les plus importants pour l'histoire économique de l'Angleterre sont chronologiquement :

- Magna Carta ou la naissance du marché et du libéralisme
- Le règne d'Henri VIII (dissolution de monastères et naissance de l'Anglicanisme) suivi de celui d'Elisabeth I^{ère}
- Guerre civile de Cromwell
- Glorious revolution de Guillaume d'Orange
- South sea Bubble
- Colonisation (Afrique, Inde, Amérique) et décolonisation (procès de l'esclavage)
- Guerres européennes nombreuses

(sans omettre évidemment, la longue constitution institutionnelle du Royaume Uni (Angleterre, Pays de Galles, Ecosse et Irlande), le génie technologique et les inventions anglaises au long de l'histoire).

Tous ces événements ont trouvé leur place dans les chapitres du cours, mais avec une insistance moindre sur la conception anglaise (et en fait européenne) de la colonisation et de l'esclavage. Elle a eu ses apôtres, lesquels ont avancé l'importance de la traite pour l'économie britannique, et ont fondé celle-ci sur la xénophobie et le racisme. C'est notamment au XVIII^e que les arguments ont pris l'allure d'une conception naturelle. Ceci avant que le mouvement anti esclavagiste anglais ne naisse pour se manifester clairement dès le 18^e avec le mouvement religieux des Quakers, et au début du 19^e, sous l'égide de l'Eglise évangélique (Secte Clapham – voir Chapitre Thornton) , conduisant ainsi à l'indépendance des colonies américaines et plus tard à la guerre de sécession et à l'abolition de l'esclavage.

Dans les travaux des économistes théoriciens, l'intégration de ce sujet, n'a pas été chose fréquente. Mais elle était inévitable, eu égard au rôle joué par La C^{ie} des Mers du Sud (et ses ramifications), dans le développement économique britannique. Aussi, le sujet a-t 'il été abordé au 17^e et au 18^e de manière plus ou moins explicite, ou indirecte.

Au XVIII^e, Malachie Postlethwayt s'est distingué en exprimant de manière radicale la défense d'une économie esclavagiste. Il a ainsi porté à son extrême le sentiment nationaliste, dans au moins deux domaines économiques : celui de la richesse extérieure du Royaume (colonies et esclavage) -ou commerce extérieur (overseas trade)-, et celui de la richesse intérieure (Budget de l'Etat et finances publiques)-ou Impôts-. Il défend ainsi l'idée d'une *harmonie commerciale internationale*, au sein de laquelle l'esclavage trouve sa place de manière pragmatique.

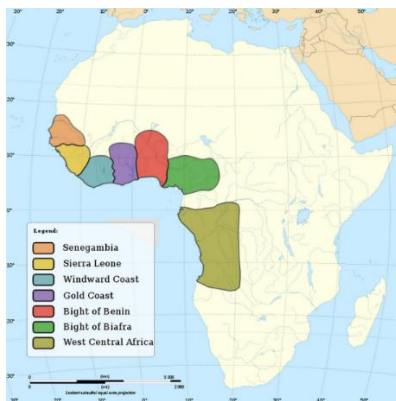
III1) Le plaidoyer de Postlethwayt pour le commerce triangulaire : l'article AFRICA

a) Le commerce triangulaire et le rôle de la RAC

L'histoire du commerce triangulaire est connue comme étant celle de la circulation entre trois continents (Europe, Afrique, Amériques), de marchandises et d'esclaves. Soit :



La participation de la RAC, dont Postlethwayt fut l'un des Directeurs, est centrée sur une partie de l'Afrique, à l'Ouest, ainsi que le montre la carte ci-dessous :



Parmi les utilisateurs d'esclaves figurent les propriétaires de plantations (tabac, coton, canne à sucre...), qu'ils se trouvent dans les colonies d'Amérique, ou dans les îles. Ces propriétaires pouvant être des C^{ies} royales, ou des personnes privées. A la fin du XVII^e, par exemple, parmi ces personnes, on trouve l'exemple fameux du héros légendaire, pirate et boucanier, Henri Morgan, le *privater*, à la Jamaïque. Ils possédaient 131 esclaves africains, dont 67 femmes, et 33 enfants, chacun d'une valeur de 1,923£, soit environ 200£ actuelles....(voir : Wikipedia : « Henri Morgan »).

b) L'éloge de l'esclavage par Postlethwayt

Le point de vue de Postlethwayt est exposé dans l'article AFRICA et dans « *The African Trade, the Great Pillar and Support of the British Plantation* (1745) », ainsi que « *The National and Private Advantages of the African Trade Considered* (1746) ».

Son argumentaire, soutenu dans AFRICA, peut être résumé comme suit :

1 L'état physique du continent : Une merveille pour le commerce avec l'Europe, qui peut rivaliser avec les plantations d'Amérique : ses produits, ses trésors, ses esclaves, ses rivières navigables, son climat supportable.

2 L'état social du continent : sous-développement lié à l'inculture des indigènes, destinés à être pillés et à l'esclavage

3 le rôle des Européens en Afrique : par leur commerce, les Hollandais ont un peu *humanisé les sauvages*. Il serait préférable de les civiliser pour commercer, au nom de la conscience chrétienne. Mais la concurrence esclavagiste européenne a généré l'effet pervers, d'une mainmise des chefs de clans sur l'esclavage. Elle complique inutilement le commerce d'esclaves. Il suffirait que le

salaires des esclaves soit stratégiquement attractif, pour que naisse avec l’Afrique un modèle de commerce équitable, fraternel, humain et civilisé. Malheureusement un tel modèle est rendu impossible du fait de la sauvagerie européenne. C’est pourtant celui que souhaiterait tout noble chrétien.

4 Les avantages économique du commerce esclavagiste pour le Royaume : La traite négrière permet l’écoulement des produits manufacturés nationaux contre or, ivoire, cire et esclaves. Le commerce des esclaves offre à lui seul un double avantage : Emploi (traite maritime), et culture (plantations). En outre Les produits des plantations (sucre, tabac, coton, gingembre, fustic (colorant) et indigo, sont échangées accroissant l’emploi (transport maritime et chantiers navals. Se développe ainsi la spécialisation du travail, source de surplus échangeable. Spécialisation professionnelle et géographique (ville/campagne). Finalement, le commerce africain est très bénéfique pour le Royaume : Import/Export et échange avec les plantations américaines. Mais avec le temps et l’expérience il faudra, dans ce commerce ouvert à la concurrence, apprendre à accroître la participation de l’Angleterre dans les sociétés par action créées par nos rivaux

Plusieurs autres articles, associés à AFRICA, viennent étayer ces arguments.

c) Une analyse du plaidoyer de Postlethwayt

Le plaidoyer de Postlethwayt est un plaidoyer *nationaliste*, et gouverné *par le bon sens*.

Le nationalisme ressort de tous les écrits de Postlethwayt sur le sujet. L’une des caractéristiques de son discours esclavagiste, est d’apparaître comme une défense des intérêts de la classe ouvrière anglaise. Au point où Marx lui-même gratifie Postlethwayt de ce titre, en le distinguant des pourfendeurs de la classe ouvrière anglaise. Dans ce passage du Livre I du Capital : Le développement de la production capitaliste -III° section : la production de la plus-value absolue Chapitre X : La journée de travail §V. Lois coercitives pour la prolongation de la journée de travail depuis le milieu du XIV° jusqu’à la fin du XVII° siècle

Pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle, jusqu’à l’époque de la grande industrie, le capital n’était pas parvenu en Angleterre, en payant la valeur hebdomadaire de la force de travail, à s’emparer du travail de l’ouvrier pour la semaine entière, à l’exception cependant de celui du travailleur agricole. De ce qu’ils pouvaient vivre toute une semaine avec le salaire de quatre jours, les ouvriers ne concluaient pas le moins du monde qu’ils devaient travailler les deux autres jours pour le capitaliste. Une partie des économistes anglais au service du capital dénonça cette obstination avec une violence extrême; l’autre partie défendit les travailleurs. Écoutons par exemple la polémique entre Postlethwaite dont le dictionnaire de commerce jouissait alors de la même renommée qu’aujourd’hui ceux de Mac Culloch, de Mac Gregor etc., et l’auteur déjà cité de l’*Essay on Trade and Commerce* [19].

Postlethwaite dit entre autres :

« Je ne puis terminer ces courtes observations sans signaler certaine locution triviale et malheureusement trop répandue. Quand l’ouvrier, disent certaines gens, peut dans cinq jours de travail obtenir de quoi vivre, il ne veut pas travailler six jours entiers. Et partant de là, ils concluent à la nécessité d’enrichir même les moyens de subsistance nécessaires par des impôts ou d’autres moyens quelconques pour contraindre l’artisan et l’ouvrier de manufacture à un travail ininterrompu de six jours par semaine. Je demande la permission d’être d’un autre avis que ces grands politiques tout prêts à rompre une lance en faveur de l’esclavage perpétuel de la population ouvrière de ce pays « the perpetual slavery of the working people »; ils oublient le proverbe : « All work and no play, etc. » (Rien que du travail et pas de jeu rend imbécile.) Les Anglais ne se montrent-ils pas tout fiers de l’originalité et de l’habileté de leurs artisans et ouvriers de manufactures qui ont procuré partout aux marchandises de la Grande-Bretagne crédit et renommée ? À quoi cela est-il dû, si ce n’est à la manière gaie et originale dont les travailleurs savent se distraire ? S’ils étaient obligés de trimer l’année entière, tous les six jours de chaque semaine, dans la répétition constante du même travail, leur esprit ingénieux ne s’émousserait-il pas; ne deviendraient-ils pas stupides et inertes, et par un semblable esclavage perpétuel, ne perdraient-ils pas leur renommée, au lieu de la conserver ? Quel genre d’habileté artistique pourrions-nous attendre d’animaux si rudement menés ? « hard driven animals ». Beaucoup d’entre eux exécutent autant d’ouvrage en quatre jours qu’un Français dans cinq ou six. Mais si les Anglais sont forcés de travailler comme des bêtes de somme, il est à craindre qu’ils ne tombent (degenerate) encore au-dessous des Français. Si notre peuple est renommé par sa bravoure dans la guerre, ne disons-nous pas que ceci est dû d’un côté au bon roastbeef anglais et au pudding qu’il a dans le ventre, et de l’autre à son esprit de liberté constitutionnelle ? Et pourquoi l’ingéniosité, l’énergie et l’habileté de nos artisans et ouvriers de manufactures ne proviendraient-elles pas de la liberté avec laquelle ils s’amuse à leur façon ? J’espère qu’ils ne perdront jamais ces privilèges ni le bon genre de vie d’où découlent également leur habileté au travail et leur courage [20]. »

Voici ce que répond l’auteur de l’*Essay on Trade and Commerce*:

« Si c’est en vertu d’une ordonnance divine que le septième jour de la semaine est fêté, il en résulte évidemment que les autres jours appartiennent au travail (il veut dire au capital, ainsi qu’on va le voir plus loin), et contraindre à exécuter ce commandement de Dieu n’est point un acte que l’on puisse traiter de cruel. L’homme, en général, est porté par nature à rester oisif et à prendre ses aises; nous en faisons la fatale expérience dans la conduite de notre plèbe manufacturière, qui ne travaille pas en moyenne plus de quatre jours par semaine, sauf le cas d’un enchevêtrement des moyens de subsistance... Supposons qu’un boisseau de froment représente tous les moyens de subsistance du travailleur, qu’il coûte cinq shillings et que le travailleur gagne un shilling tous les jours. Dans ce cas il n’a besoin de travailler que cinq jours par semaine; quatre seulement, si le boisseau coûte quatre shillings. Mais comme le salaire, dans ce royaume, est beaucoup plus élevé en comparaison du prix des subsistances, l’ouvrier de manufacture qui travaille quatre jours possède un excédent d’argent avec lequel il vit sans rien faire le reste de la semaine... J’espère avoir assez dit pour faire voir clairement qu’un travail modéré de six jours par semaine n’est point un esclavage. Nos ouvriers agricoles font cela, et d’après ce qu’il paraît, ils sont les plus heureux des travailleurs (labouring poor) [21]. Les Hollandais font de même dans les manufactures et paraissent être un peuple très heureux. Les Français, sauf qu’ils ont un grand nombre de jours fériés, travaillent également toute la semaine [22]... Mais notre plèbe manufacturière s’est mise dans la tête l’idée fixe qu’en qualité d’Anglais tous les individus qui la composent ont par droit de naissance le privilège d’être plus libres et plus indépendants que les ouvriers de n’importe quel autre pays de l’Europe. Cette idée peut avoir son utilité pour les soldats, dont elle stimule la bravoure, mais moins les ouvriers des manufactures en sont imbus, mieux cela vaut pour eux-mêmes et pour l’État. Des ouvriers ne devraient jamais se tenir pour indépendants de leurs supérieurs. Il est extrêmement dangereux d’encourager de pareils engouements dans un État commercial comme le nôtre, où peut-être les sept huitièmes de la population n’ont que peu ou pas du tout de propriété [23]. La cure ne sera pas complète tant que nos pauvres de l’industrie ne se résigneront pas à travailler six jours pour la même somme qu’ils gagnent maintenant en quatre [24]. »

Cette référence de Marx à Postlethwayt (extraite par lui du supplément à « *Universal Dictionary of Trade and Commerce* », et dans : *Great Britain's Commercial Interest explained and improved*, 2° édit. London, 1775), n’est pas très heureuse, même si la réplique de Postlethwayt à l’ « *essay on trade and commerce* » est juste et cinglante. En mettant en évidence un aspect progressiste du libéralisme dans l’œuvre de Postlethwayt, Marx élude ici la dimension universelle de la classe ouvrière, la réduisant à l’Europe et à l’Angleterre. Il a par contre été plus heureux dans l’éloge

Rachid FOUDI : *Cours d’histoire de la pensée économique* – Malachie POSTLETHWAYT - Chapitre introductif 10 - Page 9 sur 52

qu'il a fait l'éloge du libéral Vanderlint, négociant en bois, défenseur également de la classe ouvrière, mais qui n'entretenait aucun lien avec l'esclavage (voir notre chapitre sur Vanderlint), ou bien en mentionnant le D^R Price, ou encore le Révérend Josiah Tucker. Nous dirons donc qu'il s'agit d'une méprise ou d'une indiscretion, car s'il fut une œuvre anti esclavagiste, et anti impérialiste, c'est bien « Das kapital ». Pour ne rappeler que le Livre I : section « L'accumulation primitive » :

Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné.

Quant aux propos de Postlethwayt dans la citation, ils relèvent d'un certain *spécieux ridicule*. Il n'y a pas lieu de se demander où Postlethwayt a puisé son vocabulaire pour discourir sur la classe ouvrière anglaise en ces termes !!

« *hard driven animals* »

« *l'esclavage perpétuel de la classe ouvrière de ce pays* » !

« *rien que du travail et pas de jeu, rend imbécile* » etc.... à moins de considérer comme un jeu de marins, le fait de larguer des esclaves par-dessus bord pour nourrir les requins !

Pour conclure : Il faut considérer la prise de position de Postlethwayt sur l'esclavage comme la face cachée d'un iceberg. L'auteur, idéologue et propagandiste patenté, commercialement impliqué, ne fait que diffuser et conforter *l'opinion* (ou *doxa*). Il réalise en quelque sorte, une *doxologie* (formule de louange utilisée dans la liturgie chrétienne, destinée ici à l'opinion). Chercher une vérité dans ses propos, nous mène vers la conception collective de la richesse, définie par Postlethwayt (citation ci-dessus) comme les « *marchandises de la Grande Bretagne* », résultat de « *l'ingéniosité, l'énergie et l'habileté de nos artisans et ouvriers de manufactures* », marchandises qui ont acquis « *partout.....crédit et renommée* ». L'esclavage dans ces circonstances est conçu par la collectivité de manière humaniste. La domination de l'homme sur l'homme est reportée sur la structure tribale et les chefs de clans eux-mêmes. Autrement dit, pour *l'opinion*, l'esclavage était déjà là. Le problème, et pour l'humaniste la solution, se limitent donc à sa contribution à la croissance de la richesse du Royaume.

Position qui relève du *bon sens*, ou de *la raison suffisante*. Cette dernière est celle du *prix de marché des marchandises nationales* qu'il faut impérativement réduire (voir plus haut ainsi « *Preliminary discourse the first* »).

Enfin, le pragmatisme de Malachie, constaté dans sa défense du commerce triangulaire est, semble-t-il une attitude générale, que l'on rencontre dans ses conceptions de l'impôt, la taxation et la dette nationale. En effet, d'un côté, au service de l'Etat lors de la *crise de l'excise* (Walpole R, Pelham,...) *il soutient l'excise et les impôts indirects*, et de l'autre, dans « *Great Britain : The true system* », il s'affirme comme un défenseur du libre-échange et condamne l'excès de la dette publique, et avec elle la levée systématique de taxes nécessaires au remboursement (*l'excise*).

III) La thèse monétaire *circulationniste* de Postlethwayt

III1) La théorie générale

Pour démêler l'écheveau des thèses défendues par Postlethwayt, il faut commencer par répondre à la question la plus ardue : **Les travaux de Postlethwayt permettent-ils de dégager une théorie générale des finances publiques, c'est-à-dire unificatrice ?**

La réponse est positive. La théorie générale, autour de laquelle gravitent les thèses parcellaires est celle d'une **économie domestique et annualisée de la fiscalité**. Nous montrerons ci-après comment s'articulent la théorie générale et les thèses parcellaires.

La théorie de l'économie domestique et annualisée de la fiscalité constitue une *rupture avec le vieux système budgétaire et fiscal*, caractérisé par la prise de décision dans un horizon lointain et aveugle. Cette théorie plaide pour un *nouveau ou véritable système* (« True system »), lequel réduit l'horizon décisionnel à l'année, et les échanges (dépenses et recettes publiques) aux échanges intérieurs. L'expression permettant de la contracter est « within the year » (« dans l'année ») ou « budget annuel » ou « année budgétaire ».

Postlethwayt ne cache pas qu'il emprunte cette théorie critique à **Archibald Hutcheson**. Ce qu'il affirme explicitement dans l'article « Interest » où il cite Hutcheson :

« Had the nation at first raised, within the year, those sum
« which they afterwards did, the expence of the last tw
« wars had been annually discharged ; no debt had eve
« been contracted ; all the grievous new impositions migh
« now have ceased ; nor had there been any further need ei
« ther of land or malt-tax, the revenue only existing at th
« revolution being fully sufficient for all the services of th
« government in a time of peace. »

... , Hutcheson-(Lettre de 1714)

En effet, au siècle précédent, sous Charles Premier, le Parlementariste Hutcheson plaidait déjà pour un budget à l'année, et dans le même temps s'opposait à la fois au gaspillage du bien public par le Roi lui-même, et à la spéculation dès la naissance de la Compagnie des Mers du Sud (South Sea) dont le scandale financier n'apparaîtra aux yeux de tous que plus tard. Hutcheson fut de plus, l'un des fondateurs du *Foudling Hospital de Londres*, destiné à accueillir les enfants abandonnés.

Une économie budgétaire annualisée est synonyme de courte vue (pour Postlethwayt, à 3 ou 4 mois). Il fonde la légitimité de nouveau système sur une *thèse monétaire circulationniste* (néologisme), laquelle lui permet de démontrer que la cause de l'endettement futur, est la dépense publique actuelle. Pour convaincre, il enseigne les principes élémentaires de gestion de la Trésorerie, empruntés au monde du commerce. Principes qui l'autorisent à conclure que la gestion de la dette publique est une simple question de Trésorerie. Ce qui revient à conférer au Ministère des Finances (*Lord of Treasurer*) une place décisive dans la hiérarchie des décisions budgétaires.

La recommandation principale de cette conception est la distinction, appliquée à notre époque entre : déficit budgétaire annuel (excès des dépenses gouvernementales par

rapport au recettes) et dette publique, égale à une suite de déficits annuels et d'emprunts. La théorie générale de Postlethwayt consiste à agir sur la dette en agissant sur le déficit annuel. Nous pouvons penser qu'elle n'est pas sans liens avec la théorie ricardienne de l'impôt (voir plus loin -§ VI-).

III2) La thèse monétaire *circulationniste* et la gestion de la trésorerie : une approche microéconomique

a) Origine de la thèse

Le circulationnisme monétaire de Postlethwayt est directement emprunté à Richard Cantillon, cité abondamment. Postlethwayt reprend l'argumentation de Cantillon, et même ses exemples. Dans les deux articles du Dictionnaire : CASH et CIRCULATION (lesquels renvoient aux articles : « *credit* » et « *money* »), complétés par la Lettre XIV de « True System (intitulée *approfondissement des effets d'une circulation rapide entre la monnaie et les marchandises*), il expose les différentes définitions du circulationnisme monétaire ou *circulation*, en faisant preuve d'originalité.

b) Finances publiques et Trésorerie : l'apport de la comptabilité financière

La définition de la circulation dans CASH (synonyme : « *ready money* ») est basée sur la Comptabilité financière d'entreprise, dont Postlethwayt a une parfaite maîtrise.

La circulation, dit-il, est la quantité de monnaie conservée par le banquier ou le commerçant aux fins de transactions.

Cette quantité doit permettre de régler les sommes dues. Donc la gestion de la Trésorerie d'entreprise est essentielle, et doit même constituer un service à part entière. Un tel service est surtout réservé aux plus sédentaires, qui sont mieux à même de tenir les livres de comptes.

La comptabilité financière ou management financier est de la plus haute importance, car :

- Elle poursuit deux *objectifs* majeurs : l'acquittement et la réception des dettes, et le versement des salaires
- Elle consiste en un *pilotage conjoncturel*. C'est le Trésorier qui, en période de récession doit trouver des substituts au cash, en recourant aux trois possibilités : faire rentrer les dettes, recourir au crédit, ou emprunter.
- Elle doit contribuer à maintenir stable *le profit* de l'entreprise

La gestion de Trésorerie n'est donc pas réservée aux jeunes businessmen inexpérimentés, car elle exige beaucoup d'expérience.

Selon Postlethwayt, ce qui est vrai pour l'entreprise privée est aussi vrai pour les Finances Publiques. Deux exemples historiques l'attestent : l'un en France, où Colbert a créé en 1673 la « Caisse des emprunts » (*Cash of loans*), supprimée puis

relancée par Pontchartrain, l'autre en Angleterre où Charles II fit de même en 1702. D'autres variétés de *Cash* ont existé, telle le « *crédit sur les vins et liqueurs* » (plus généralement « *cash of credit* »), innové en France en 1719. L'Edit stipule que les marchands étrangers peuvent vendre à Paris leurs vins au comptant, ou à crédit moyennant le paiement d'un intérêt de 6 deniers par livre, et dont le total n'excède pas la moitié de leur vente.

III3) La thèse monétaire circulationniste ou la TQM de Cambridge : première approche macroéconomique

a) Le « *k* » de Cambridge

A la suite de Locke et Cantillon, Postlethwayt définit la *circulation* comme *vitesse de circulation de la monnaie* (V). Il est donc un adepte de la TQM ($MV = PT$). Cependant, en s'assignant l'objectif macroéconomique d'une définition de la quantité de monnaie suffisante (M), il donne une des premières versions de ce que sera la TQM de l'école de Cambridge, ou le « *k* » de Cambridge (Marshall, Pigou). Il est donc un des précurseurs de l'approche quantitativiste par la *dépense* ou *version « cash balance analysis »*.

L'équation quantitative cambridgienne est dérivée de l'équation classique

$$MV = PT \rightarrow (M/P) = (1/V)T$$

Si on appelle $k = 1/V$ part du revenu, détenue en monnaie ou cash ou *encaisse*, et Y les transactions (T), alors

$(M/P) = kY$ et donc $M(1/k) = PY$ ou $M = k.p.Y$ est la TQM de Cambridge

Une fraction de la quantité de monnaie en circulation doit permettre de réaliser une masse de transactions définie par (PY).

b) Postlethwayt et le « *k* » de Cambridge

Cette version « *cash balance analysis* » est adoptée par Postlethwayt, lorsqu'il écrit :

R E M A R K S, in a national light.

From the circulation of the cash of private traders, or gentlemen, we may, in some measure, judge of that of a nation, and what quantity is competent for the circulation of the commerce thereof.

On peut déduire à l'échelle macroéconomique la quantité de monnaie nécessaire au commerce, de la quantité de monnaie cash en circulation parmi les échangistes.

La quantité de monnaie cash (ou le cash) en circulation est précisée de la manière suivante.

L'auteur pose deux hypothèses : celle d'une économie non monétaire, puis celle d'une économie monétaire.

Dans la première (économie non monétaire), réduite à un propriétaire foncier employeur (esclaves, domestiques, vassaux), le cash est simplement une ponction suffisante sur la récolte naturelle afin de rémunérer la main d'œuvre.

Dans la seconde (économie monétaire), il importe pour mesure le cash, de définir d'abord le rôle de la monnaie. Postlethwayt, comme tous les quantitativistes de son époque, définit la monnaie comme *un signe de la valeur des marchandises*, c'est-à-dire un *moyen de transaction*. C'est pourquoi la circulation peut être définie comme une succession de cycles : vente → achat → vente → achat.... ou marchandise → monnaie → marchandise → monnaie...., donc une mise en relation de la monnaie et des marchandises.

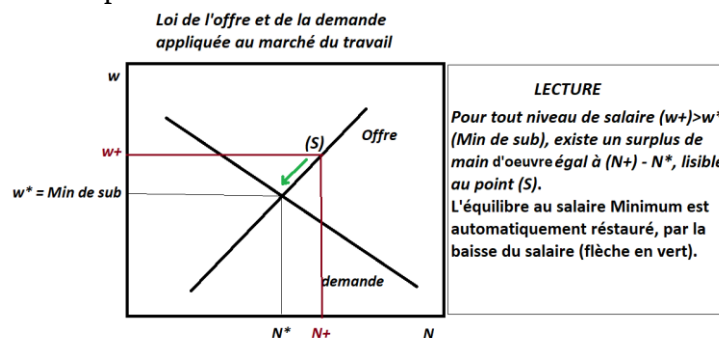
Cette conception de la monnaie est détaillée dans l'article : « Money ». La monnaie est *l'équivalent général* tel que défini par Aristote. Elle possède une *valeur intrinsèque* (poids en métal précieux fixe) et une *valeur extrinsèque* (dans les échanges, selon les lieux et les circonstances). Le commerce ayant pour loi, la première valeur, Postlethwayt défend le standard monétaire, comme Locke ou J. Harris. C'est bien de la richesse monétaire, que dépend la richesse d'une Nation. Mais la richesse monétaire n'existe que dans la circulation, celle des choses utiles et échangeables. Par conséquent, la monnaie en soi est *opaque*, et ne peut dévoiler ses effets. Postlethwayt la compare à une *raboteuse (planer)* dont le corps ne peut nous dire ce qu'elle va produire, sinon d'attendre les effets de son passage. Aussi n'avons-nous connaissance des effets de la monnaie (enrichissement ou appauvrissement), que par *la balance commerciale et le taux de change*.

Sous la seconde hypothèse (économie monétaire), le cash nécessaire au paiement des salaires, désigne cette fois une ponction suffisante sur *la valeur* de la récolte, laquelle peut s'écrire ($k.PY$).

Et, Sachant que le cash représente le salaire réel journalier (w/P), on peut écrire $k = (w/P)$ et donc le cash = $(w/P)Y$, la rémunération du travail employé.

La mesure du cash est donc ici celle du salaire réel journalier. Postlethwayt envisage deux cas :

- $(w/P) < \text{Minimum de subsistance}$ → alors la main d'œuvre ne peut survivre
- $(w/P) > \text{Minimum de subsistance}$ → alors un ajustement opérera sur le marché pour faire tendre le salaire vers le minimum de subsistance, soit :



Enfin, dépassant cet exemple, et pour mieux exprimer son approche d'obédience cambridgienne, il mentionne que le *cash, ou circulation, est toujours la quantité de monnaie adaptée aux habitudes des consommateurs, et conforme à leur mode de vie*. Sauf ajoute-t-il en cas de mauvaise récolte, ou de déséquilibres sur le marché des biens.

III4) La thèse monétaire circulationniste ou la circulation du produit net : seconde approche macroéconomique.

La définition précédente de la circulation (*cash balance*) est complétée par une définition plus théorique. A savoir : *la circulation est celle (plus ou moins rapide) du produit net de l'ensemble de l'économie. Elle désigne donc la vitesse de circulation du produit net.*

Postlethwayt ne fait ici que reprendre la « *théorie des trois rentes* » exposée par R. Cantillon dans « *Essai sur la nature du commerce en général – Seconde partie, Chapitre III ‘De la circulation de l’argent’* », sous la forme d’un exemple.

a) Les hypothèses :

Soit le cas d’un propriétaire foncier gestionnaire de son grand domaine, où il emploie une main d’œuvre inégalement qualifiée, composée de domestiques, négociants, et surveillants. On suppose que les négociants et surveillants ont épargné une partie de leur revenu en nature, et qu’ils l’échangent avec l’Amérique à un prix déterminé par le marché. Supposons également que tous les habitants aient une préférence et une confiance pour l’échange monétaire, plutôt que le troc.

Soit alors la quantité totale de monnaie métallique $M = 2000$ onces d’argent.

Que le propriétaire ait lui-même acheté ces 2000 Onces d’argent en Amérique, ou qu’il les ait tirés de la culture de son sol revient au même. A condition qu’il rémunère sa main d’œuvre et échange avec les autres habitants.

Supposons qu’il loue sa terre 1000 onces/an, laissant au locataire fermier le soin de produire.

Le fermier, on le sait, réalise trois types de rentes :

- 1- celle payée au propriétaire (1000 onces)
- 2- celle de l’entretien de sa ferme (coûts, dont les salaires)
- 3- celle qui lui revient pour entretenir sa famille

b) L’objet de la démonstration

Il est identique à celui de Cantillon, qui écrivait :

« *Il faut donc considérer les trois rentes du Fermier , comme les principales sources , ou pour ainsi dire le premier mobile de la circulation dans l'Etat* ».

Ce qui signifie que la circulation consiste en la production et la circulation du produit net. Définition que Postlethwayt veut prouver à l’aide de l’exemple.

Simplifions d’abord les hypothèses posées par l’auteur.

Il inclut dans la catégorie *rentes*, ce que l’on appelle habituellement les capitaux avancés pour la production, plus le profit. On peut clarifier ceci en distinguant :

La valeur nominale du produit du fermier ou produit brut qui s’écrit en fait :

$$pY = rT + wL + pK$$

rT est la rente 1, wL est la rente 2, et pK est la rente 3.

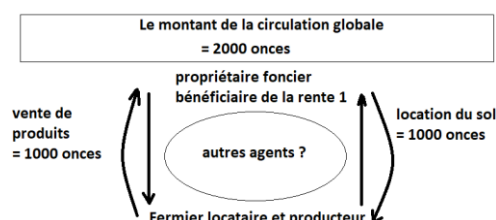
La valeur du *produit net* $PY_N = pY - wL = rT + pK = \text{rente payée au propriétaire} + \text{profit du fermier} = \text{rente 1} + \text{rente 3}$.

c) La réalisation des échanges et la mesure globale du *cash* (ou circulation)

Au commencement : les 2000 onces du propriétaire foncier.

Les hypothèses suggèrent que ces 2000 onces ont bien circulé entre tous les producteurs échangistes. Tous dépensant pour leurs besoins divers (subsistances et approvisionnement) auprès du fermier, chacun étant supposé détenir une fraction des 2000 onces. Le propriétaire foncier, bénéficiaire des 1000 onces/an dépense aussi celles-ci auprès du fermier, lequel récupère ainsi le loyer payé de 1000 onces.

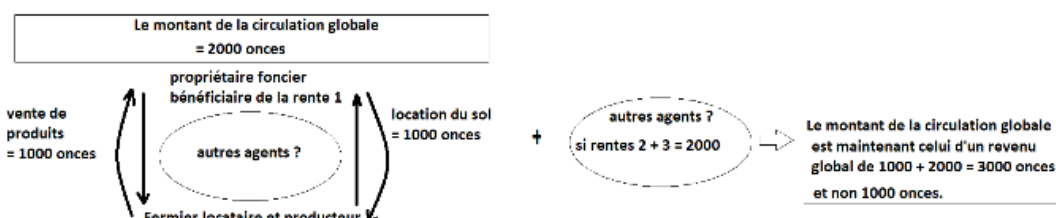
D'où l'on déduit que la circulation est bien égale aux 2000 onces : dans un premier temps on lit que le propriétaire perçoit un loyer égal à 1000, qu'il dépense auprès du fermier. On donc circulé $1000 + 1000 = 2000$.



Puis l'auteur doit entrer dans le détail des dépenses des autres agents.

Sachant que la rente 1, d'un montant de 1000 onces, représente 1/3 du produit global, on peut supposer que les rentes 2 et 3 représentent 2000 onces, sachant nulle l'épargne du fermier. Soit un total de 3000 onces, théoriquement nécessaires à l'ensemble des dépenses (les 3 rentes). Mais dans la pratique une partie des dépenses afférentes aux rentes 2 et 3, sont réalisées sous la forme du troc, et n'exigent pas autant de monnaie. On peut donc les supposer égales non à 3000 onces, mais à 2000 onces.

Une première étape du détail est une estimation de la circulation des rentes 2 et 3, laquelle porte le revenu global (ou produit total du fermier) à 3000 onces. Il faudra donc recalculer la circulation.



On aboutit à : produit total annuel = 3000 onces et montant de la circulation suffisante (rentes 2 et 3) = 2000 onces : « *2000 ounces of silver to carry on the circulation of the whole, and make all the payments once a year* ».

L'intégration de la participation des autres agents conduit à la question : comment la circulation de 2000 onces peut-elle permettre celle d'un produit annuel global de 3000 onces ? La réponse se trouve dans l'échelonnement des dépenses (ou périodicité des paiements) et dans la vitesse de circulation de la monnaie, telle que Locke l'avait déjà envisagée (voir Chap Locke). Elle conduit au résultat de Postlethwayt selon lequel 1/3 du revenu global annuel est suffisant pour faire circuler celui-ci. Cette proportion pouvant varier avec la vitesse de circulation.

Ce qu'il démontre dans la suite de la démonstration.

d) Le circuit et la vitesse de circulation

i- Pourquoi une vitesse de circulation ?

Une nouvelle hypothèse est : Si le loyer de la terre est semestriel et si toutes les dépenses afférentes aux 3 rentes, le sont aussi, alors la dépense annuelle totale de 2000 onces, se subdivise en $2 \times (1000/\text{semestre})$, ou par trimestre, en : $4 \times (500/\text{trimestre})$.

Or, il est de coutume pour le fermier de payer la rente annuelle 1, de manière saisonnière, tous les 3 mois (du fait du caractère saisonnier de la production agricole). Saisonnalité des paiements vérifiée dans de nombreux pays. Dont la traduction est d'une part celle d'un *circuit des échanges*, et d'autre part celle d'un excès apparent de la circulation par rapport à la rente ou produit net.

ii- Qu'est-ce que le circuit ?

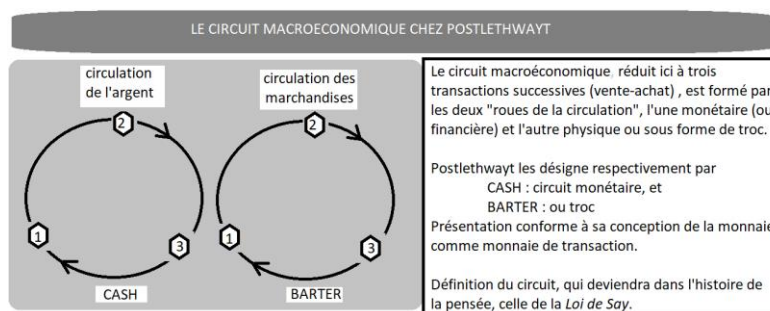
iii-

α) définition

Le circuit est conçu comme un circuit physico-financier ou comme dit Postlethwayt, il est formé par « *the wheels of cash circulation and barter of commodities* » (« *les roues de la circulation monétaire et celle du troc de marchandises* »).

Ou, comme il l'écrit dans l'article « *circulation* » : « *circulation, in it's common acceptance, signifies the act of moving round, or in a circle* ».

Les maîtres d'œuvre sont, comme l'enseignait Cantillon, les *entrepreneurs*. Catégorie étendue, dont les fermiers sont les principaux représentants. La variable déterminante est pour eux, *le prix de marché de la récolte*. Ce prix est par nature incertain, dépendant des échanges sur le marché, véritable « *machine* », régie par le « *hazard* » et les « *caprices* ».



β) circulation de monnaie et de marchandises : la TQM chez Postlethwayt

Cette définition du circuit est conforme à la TQM soutenue par l'auteur.

Sa théorie quantitative est d'abord classique : $MV = PT$.

Mais tout comme Vanderlint, Cantillon, Harris ou Hume et d'autres il amende la causalité *directe* $M \rightarrow P$, par la *théorie de la période intermédiaire*. Il existe un intervalle (*en courte période*) où la quantité de monnaie en circulation exerce des effets positifs, avant que l'inflation ne soit généralisée (*en longue période*). Un premier exemple lui permet de conclure :

These changes, or something like them, commonly happen in a state, when a sudden quantity of money is introduced into the general barter; but, because money most commonly increases but slowly and gradually, commodities rise in their value insensibly.

Dans un second exemple il suit l'enseignement de Cantillon. Un afflux de monnaie a des effets différents sur les prix selon les bénéficiaires originels. Dans un troisième exemple, il étudie l'effet de la décroissance progressive de la quantité de monnaie : $M^- \rightarrow \text{Dépense}^+ \rightarrow \text{Prix}^+$. On retrouve ici l'enseignement de Steuart.

Il fait preuve d'originalité, en concentrant l'attention sur *la circulation de la monnaie ou cash*.

Tout d'abord, comme on l'a vu plus haut, la circulation le conduit au « k » de Cambridge: $M(1/k) = PY$ ou mise en relation du cash (à gauche du schéma et de l'équation) et des quantités physiques de marchandises pondérées par leur prix (à droite).

De plus, en choisissant comme bénéficiaires premiers d'un afflux de monnaie (*money lenders*), les banquiers, il peut étudier les conséquences d'une baisse du taux d'intérêt : $M^+ \rightarrow$ baisse du taux $i^- \rightarrow$ effets en chaîne : hausse des prix des biens et du travail $\rightarrow$ faillites probables. Une multiplication du crédit exercerait les mêmes effets.

Enfin, sa TQM, lui permet de dégager **un enseignement fondamental dans l'ensemble de son analyse** (Dictionnaire, « True system ») : ***l'accélération de la circulation (vitesse de circulation, ou cash balance) permet la diminution des prix***. La raison est qu'elle augmente le degré de liquidité de l'ensemble de l'économie, et permet d'éviter le recours coûteux au crédit. Une circulation accélérée est synonyme de *paiement cash* : elle peut être celle des *espèces*, mais aussi du crédit, à condition qu'il s'agisse du crédit à court terme. Fondamental, car dit-il : « *the great bane of our trade is the high price of our commodities* ».

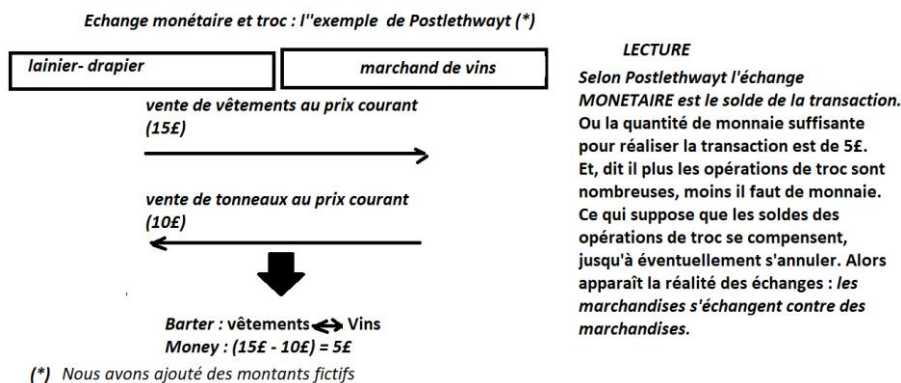
Supposant vraie la TQM, dans tous les pays échangistes, Postlethwayt formule le mécanisme automatique international ou SRMSD. Les instruments en sont *la balance commerciale*, et *le taux de change*. Comment apprécier les effets de la quantité de monnaie sur l'état d'opulence ou de pauvreté d'une nation ? quelle est la connaissance la plus fiable ? Il répond :

because we can no otherwise arrive at a clear and distinct knowledge of these effects but by a fixed and certain rule, which can shew with accurate exactness the situation of any kingdom, with regard to it's internal and external commerce, that is, whether the balance of trade stands in equilibrio, or is inclined to either side: and seeing there is not a more infallible rule by which this knowledge can be attained than the course of exchange, see the article EXCHANGE.

« Nous ne pouvons pas parvenir à une connaissance claire et précise de ces effets, si ce n'est à l'aide d'une règle sûre et certaine, qui permette de démontrer de façon exacte la situation de chaque Royaume, conformément à son commerce intérieur et extérieur, et qui est l'équilibre de la balance commerciale, ou son déséquilibre : et il n'y a pas de règle aussi infallible pour le vérifier que celle du taux de change – voir article CHANGE. » (souligné par Nous : RF)

γ) La dichotomie et le primat du *troc* (*barter*)

Cette analyse est une analyse dichotomique, que l'auteur parfait dans « *True System* ». Le volume des échanges n'est pas donné par le cash, mais par le troc (*barter*). Postlethwayt s'évertue à expliquer cette mesure en superposant la roue de droite, sur celle de gauche : *les marchandises s'échangent contre des marchandises*. Le troc est donc la seule réalité : « *All barterers that are made by evaluation in a state, require no ready money* ». Cette définition du troc comme « *barter by evaluation* », signifie échange par *marchandage*. Elle provient d'anciennes expressions médiévales, italienne (*baratto*) et espagnol (*barato*), et plus vraisemblablement du vieux français « *barater* » (échanger) qui lui-même aurait une origine celtique ('brash' = tricherie). Postlethwayt le démontre par un exemple illustratif de l'idée selon laquelle : Plus le volume des transactions (ou troc) est important moins il faut de monnaie pour faire circuler les marchandises. La quantité de monnaie suffisante est donc celle donnée par le *solde des transactions* entre marchandises troquées ayant des valeurs différentes. Soit l'exemple :



Dans cet exemple, Postlethwayt énonce qu'il suffirait que les deux échangistes aient une confiance mutuelle dans la transaction, pour que seuls 5£ passent du marchand de vin au lainier drapier. On peut élargir en disant qu'il suffit que le boucher doive 5£ au marchand de vins, pour constater que les vêtements ont bien été échangés contre du vin. On lit de plus que la quantité de monnaie suffisante ne s'accroît pas avec le nombre et la valeur des transactions : le passage de 2 à 3 transactions ne requiert toujours que 5£....Etc....

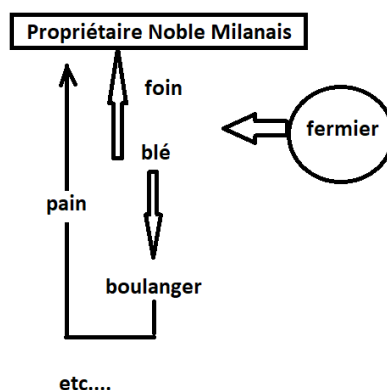
iii) Application de l'analyse dichotomique à la thèse des 3 rentes

Soit le précédent schéma des trois rentes :

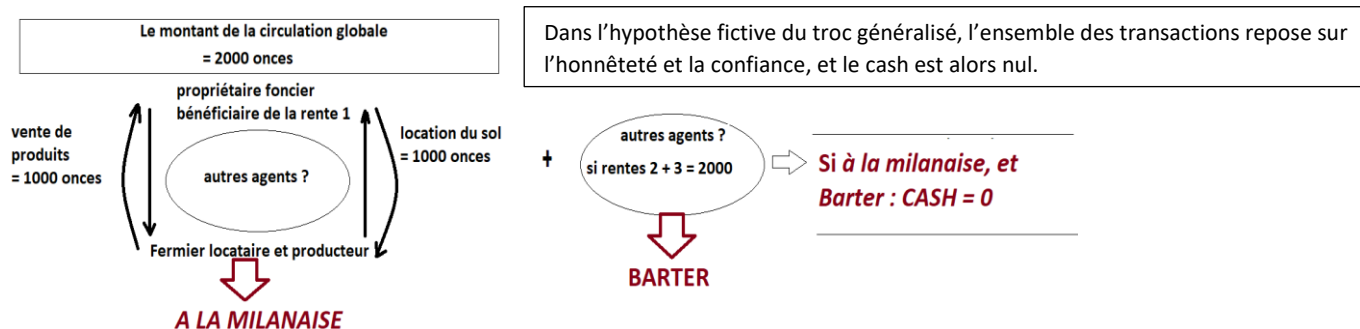
Postlethwayt justifie la limitation du cash à 1000 (partie gauche), en ajoutant que les rentes 2 et 3 sont du Barter (Troc) (partie droite). Les catégories professionnelles désignées sont : entrepreneurs et maîtres artisans, fermiers et paysans journaliers, ouvrier.

Il se peut même dit-il, pour conforter sa thèse du troc, que la rente 1 circule, elle aussi sous forme de marchandises. Il prend un exemple à Milan, où le propriétaire désire un paiement du loyer en nature. Alors, le Troc est généralisé.

Cas particulier d'une rente 1 circulant
en nature : le cas Milanais



TROC GENERALISE



Le circuit est par nature équilibré, ou stable. Postlethwayt tire une leçon importante pour sa théorie budgétaire. Il précise que la monnaie thésaurisée nuit à la circulation, et donc que les taxes peuvent contribuer à une déthésaurisation favorable à la circulation.

e) Généralisation

En élargissant à l'échelle d'une ville entière, le produit global est plus important. Mais on doit remarquer que *la circulation est plus rapide* : salaires hebdomadaires payés par les artisans et exploitants agricoles, dépenses domestiques journalières etc...

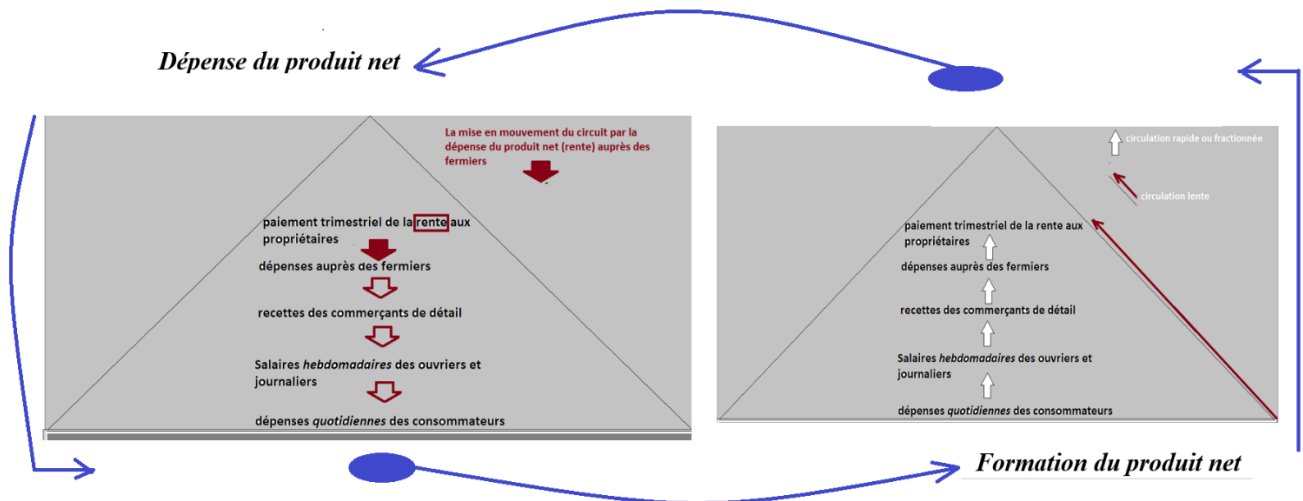
Plus précisément, le commerce entretient une circulation rapide ou fractionnée, et une circulation lente ou concentrée, "hiérarchisées" comme indiqué ci-dessous (à gauche ou à droite du schéma).

Postlethwayt a fort bien vu que la vente du fermier au propriétaire foncier (à gauche du schéma), qui lui permet de racheter le loyer (ou rente payée) (à droite du schéma) constitue l'élément central de la circulation. Car elle est celle du *produit net*, ou excédent de la production sur les avances. Elle n'est cependant qu'une des étapes d'un procès d'ensemble de la circulation (comme dira Marx), dont la définition est (selon le cercle formé par les deux pyramides ci-dessous) :

Production → distribution de revenus → vente jusqu'au rachat de la rente par le fermier → production etc...

Ce qui forme un circuit d'ensemble à la manière de Cantillon, Boisguilbert ou Quesnay et plus tard Marx.

La dépense du produit net par les propriétaires fonciers : Le circuit et la vitesse de circulation de la monnaie



Il est même possible qu'existent dans la circulation, des infra périodes, par nature indéfinies. Mais il demeure que la circulation représente globalement, et à peu près partout, 1/3 du produit annuel (hypothèse). Cette proportion est invariable, que la monnaie soit rare ou abondante (ce qui peut poser des problèmes). Par contre, la vitesse de circulation, rapide ou lente, a une incidence sur cette proportion. Petty a estimé en 1685 cette proportion à 1/10^e du produit annuel de la terre. C'est vraisemblablement son expérience et sa sagacité qui le lui ont permis, dit Postlethwayt, car il n'en donne pas la démonstration. Il semble pourtant que le tiers puisse être confirmé soit par la rente 1 comme plus haut, soit par la taxe foncière.

f) Une synthèse et une contradiction

i- L'enseignement principal

Cette démonstration, qui prend en compte la vitesse de circulation, ou mieux le « *k* » de Cambridge se résume en disant :

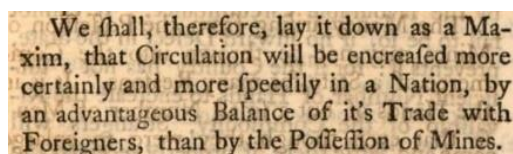
$$3000 \times (2/3) = 2000 \Leftrightarrow 18000 \times (1/9) = 2000$$

Donc un cash égal à 2000 suffit à la circulation de 3000, s'il représente une encaisse de (2/3), ou à la circulation de 18000 s'il en représente (1/9).

On retrouve bien ainsi l'équation de Cambridge sous la forme : $M (1/k) = p.Y$ = quantité de monnaie suffisante pour acheter le produit, ou encaisse. En permutant les membres, on obtient la forme plus générale $M_d = k.p.Y$: la demande de

monnaie permettant d'écouler le produit = quantité de monnaie en circulation *fois* sa vitesse.

L'introduction du commerce extérieur ne modifie pas la circulation. Car, dans le cas d'une balance commerciale en équilibre, le solde de la balance est nul, puisque les exportations payent les importations. Et les dépenses annuelles sont toutes payées par la rente 1. La définition précédente n'est donc pas altérée. Le seul effet des échanges extérieurs sur la circulation est l'introduction de *décalages retards*. Ceux-ci sont dus au crédit international par lettre de change, pour assurer la conversion des monnaies. Le paiement n'est alors pas instantané. Cependant, Postlethwayt ne néglige pas (Lettre XIV de « True System ») l'effet positif d'une balance commerciale. Il estime cet effet plus fort que celui d'une extraction minière accrue.



We shall, therefore, lay it down as a Maxim, that Circulation will be encreased more certainly and more speedily in a Nation, by an advantageous Balance of it's Trade with Foreigners, than by the Possession of Mines.

ii- Une contradiction dans la pensée de Postlethwayt

Bien que l'analyse de la dette publique et de la fiscalité soit l'objet du paragraphe suivant (ci-dessous), on peut mentionner ici l'une des contradictions de la pensée de Postlethwayt.

Sa thèse du *cash* ou *circulation* (ci-dessus), enseigne l'indépendance du volume des échanges par rapport à la quantité de monnaie. De plus c'est le volume des échanges en nature, qui détermine le montant du *cash*, et non l'inverse. En adepte et précurseur de la loi de Say, il va jusqu'à supposer l'hypothèse d'un troc généralisé, lequel rendrait le cash superflu, et conduirait spontanément à l'équilibre de l'offre et de la demande (sauf accidents naturels).

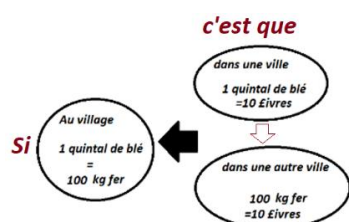
Cette relativisation du rôle du *cash*, est en total contradiction avec l'importance qu'il lui accorde dans son analyse de la fiscalité et des taxes (voir ci-après). D'après cette analyse, les taxes sont censées tronquer ou diminuer la circulation d'un montant *cash* crucial pour l'activité commerciale.

Il y a donc une contradiction entre la première thèse, celle du Barter. Elle est celle d'une économie naturelle des échanges. Et la seconde, celle du *cash réel*. Elle est celle d'une économie monétaire.

Comment expliquer cette contradiction ?

Cette contradiction, que Postlethwayt partage avec de nombreux mercantilistes, est le résultat de son approche quantitativiste et dichotomique, du rôle de la monnaie. La thèse de Postlethwayt, présentée dans ce paragraphe, le prouve, dès que l'on y ajoute la conception du *prix* qui la soutient. En effet, même dans l'hypothèse du barter (généralisé ou non), il faut bien expliquer les rapports d'échange entre marchandises, c'est-à-dire finalement le *prix*, qu'il dénomme « *market, or current price* ». Car physiquement, elles sont incommensurables. La réponse de Postlethwayt, qui donne à sourire, peut se résumer par : « *le prix est donné dans la*

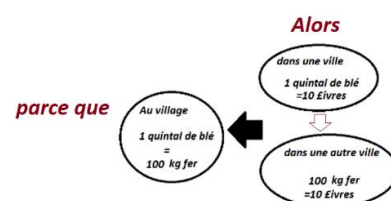
ville à côté » ! Il définit en effet le procédé d'évaluation en disant qu'il existe toujours dans les marchés environnants, un échange monétaire des mêmes marchandises, et donc un prix moyen avéré et connu. Soit un exemple quelconque (de gauche à droite) :



La cause première est le *cash*

Alors que
sa thèse du
« barter »

Suggère
plutôt :



La cause première est le *barter*

Pourquoi ne peut-il s'en tenir à la suggestion du primat du troc ou barter. Celle-ci consiste à déterminer les prix monétaires (*cash*) par les prix relatifs. Postlethwayt donne même la méthode de mesure des prix relatifs. Il l'expose dans l'article « *labor* ». La méthode est celle de William Petty, ou équation Pono-physiocratique. Les prix relatifs peuvent être mesurés, et comparés, indifféremment en *terre* ou en *travail*, sachant les goûts et préférences des échangistes.

it seems to appear, that
the price of any thing intrinſically is the meaſure of the land,
and the labour that enters into it's production: but it may
happen that things which have ſuch an intrinſic value, may
not ſell accordingly, with regard to the faſhions and humours
of men.

This notion of the pair of land and labour Sir William Petty
looked upon to be one of the moſt important conſiderations in
political æconomics,

Mais le problème, qui était aussi celui de Petty, est qu'il en vient à postuler que la valeur de la *terre*, de ses produits, et celle du *travail* sont, elles-mêmes évaluées en *monnaie (cash)* :

But as money is the medium, which finds out the proportion
of all values, it is alſo the beſt medium to fix the proportion
of land and labour, in relation to all goods and commodi-
ties. If a workman earns half an ounce of ſilver per diem,
and another earns an ounce, it may be judged that the latter
has twice the quantity of land to ſpend, ſince he earns twice
the quantity of money:

Finalement il sombre donc dans la même aporie circulaire, que celle de Petty.

On dira pour conclure, comme la suite le montrera, que « Postlethwayt-théoricien et Postlethwayt-Conseiller fiscal gouvernemental », n'ont pas le même point de vue sur le *cash* (déterminant ou secondaire ?). C'est l'un des aspects du *pragmatisme* de l'auteur, souligné plus haut dans sa biographie.

IV) Budget de l'Etat, fiscalité, et dette publique : le discours de Malachie Postlethwayt

Introduction : Matthew Decker et Malachie Postlethwayt

L'histoire de la pensée du XVIII^e retient spontanément les travaux Matthew Decker et Malachie Postlethwayt, dès qu'il s'agit des finances publiques. Le discours économique de Postlethwayt repose, ainsi qu'il est apparu ci-dessus, sur les travaux antérieurs de Locke et Cantillon. Son discours d'Economie publique est par contre redevable aux travaux initiateurs de Sir Matthew Decker. Aussi convient-il de souligner d'abord l'importance des travaux de ce dernier.

Sir Matthew Decker est né à Amsterdam en 1679, et décédé à Londres en 1749. Il était Premier Baron. Son rôle a été important dans le monde du commerce et celui politique. Directeur-Gouverneur des plus grandes Compagnies de commerce anglaises (South Sea et East India C^{ies}), il a été aussi membre du Parlement où il soutint des idées économiques favorables au libre-échange. Sa réputation d'économiste se situe dans le domaine fiscal. Deux Essais ont exercé une profonde influence théorique et pratique :

1743 : « *Serious considerations on the several high duties which the Nation in general, as well as Trade in particular, labours under, with a proposal for preventing the removal of goods, discharging the trader from any search, and raising all the Publick Supplies by one single Tax* ». Dans cet Essai il propose le remplacement de tous les impôts indirects, par un impôt unique sur les habitations (*taxe d'habitation* comme anticipation de la TVA). Et le remplacement de l'impôt sur le thé par un droit de licence pour les consommateurs de thé.

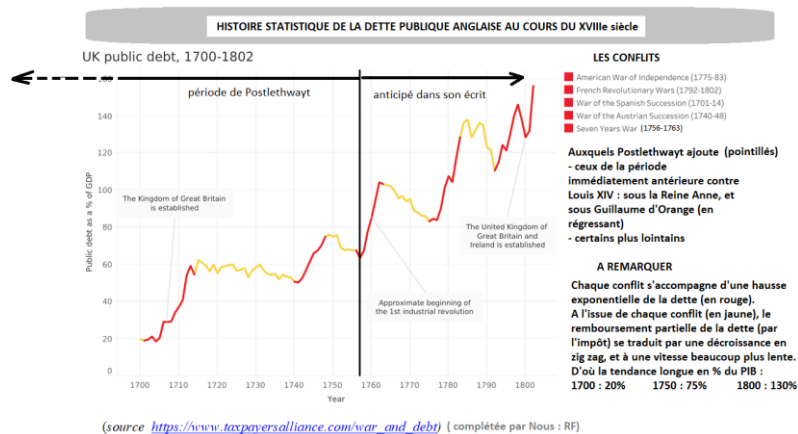
1744 : « *Essay on the Causes of the Decline of the Foreign Trade, consequently of the value of the lands in Britain, and on the means to restore both* ». il conçoit dans cet Essai un plan général de résorption de toutes les mesures protectionnistes (taxes et droits de douane), en vue d'un *libre échange quasi-total*.

Et pour la petite histoire, sa célébrité tient aussi à un ananas cultivé dans sa propriété de Richmond, et qui fut servi à la table du Roi Georges I^{er} (gracieusement et sans taxe évidemment !).

IV1) Guerres, dette publique et impôts : le contexte

La réflexion de Postlethwayt sur le budget de l'Etat se situe systématiquement dans un horizon de longue période, car la dette publique, qui en est le principal élément, est une accumulation de déficits. Elle atteint à son époque (vers 1760) un seuil intolérable, bien qu'elle ait récemment diminué.

La cause première est la guerre continuelle depuis au moins la fin du siècle précédent. Postlethwayt évalue pour chaque conflit le montant de la dette. On exprime plus simplement ce montant en pourcentage du PIB. Comme l'illustre le graphique ci-dessous :

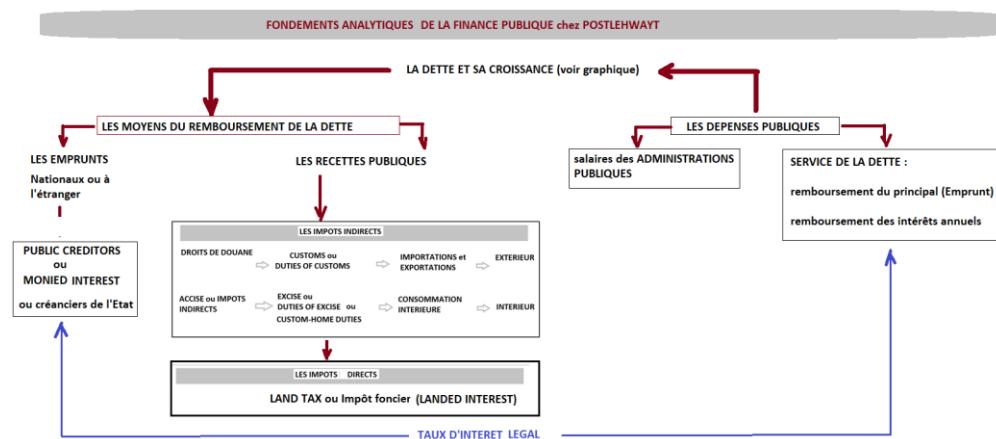


L'avis de Postlethwayt sur cette évolution, est qu'est née une véritable psychose de la guerre, qui se traduit par un endettement (intérieur et étranger) permanent (75millions£ en 1754, et 133millions£ en 1763), et une imposition, lourds et durables. Le scénario noir, d'une *dette perpétuelle*, qu'illustre bien le graphique se dessine dès son époque. Son œuvre vise à ouvrir la réflexion vers les moyens pratiques susceptibles d'atténuer ce climat, à défaut d'éteindre la dette.

Toutefois, il fait preuve d'un certain pessimisme et anticipe l'évolution future, illustrée par le graphique. L'histoire lui donne pleinement raison. Dans la période immédiatement postérieure à la sienne, après 1764, le gouvernement britannique lève inconsidérément de nouvelles taxes nécessaires au remboursement de la dette. Ces taxes seront, de plus, à l'origine de la guerre d'indépendance américaine (1775), faisant perdre à l'Angleterre ses principales colonies d'Amérique.

IV2) Le schéma analytique de Postlethwayt

Pour rendre compte de la méthode d'analyse de la dette par Postlethwayt dans ses différents écrits, on peut par exemple adopter la représentation schématique ci-dessous, complétée par les commentaires.



Des fondements analytiques exposés dans le schéma, on peut dégager :

1- L'idée majeure, selon laquelle *la dette n'est qu'un impôt futur*.

La dette et sa croissance → exige hausse des recettes → entraîne hausse des impôts, ou bien

Baisse des impôts → si hausse des dépenses → hausse des emprunts et de la dette

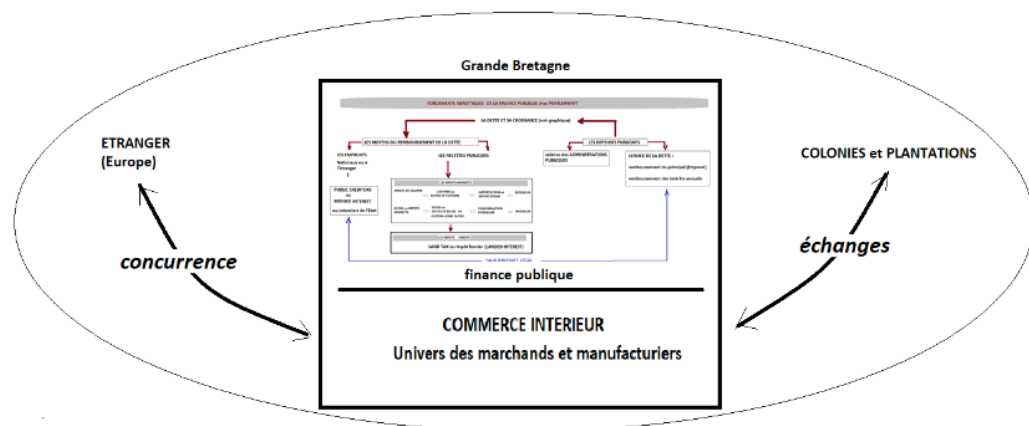
- 2- Il n'existe qu'un seul impôt direct : la Land tax (créée en 1692). Et plusieurs types d'impôts indirects, grevant les échanges extérieurs (droits de douane), et intérieurs (catégories générales d'*excise et customs*, c'est-à-dire *taxe et droits*).
- 3- Le recours à l'emprunt pour financer la dette est le fait de créanciers nationaux ou étrangers (*public creditors*)
- 4- Le remboursement de la dette est à la fois celui du *principal de la dette* (Les montants empruntés) et celui des *intérêts annuels* versés aux créanciers de l'état
- 5- Le taux légal de l'intérêt permet de flexibiliser le montant des intérêts annuels versés, selon qu'il est plus ou moins élevé
- 6- Les agents concernés par l'économie publique et la fiscalité sont : l'Etat, les consommateurs, les marchands, commerçants et artisans, les deux groupes d'intérêt que sont : le « landed interest », et le « monied interest » (dont l'étranger).
- 7- Les contribuables constituent des groupes distincts ayant un intérêt propre : les consommateurs, les commerçants et artisans, le « monied interest » et le « landed interest ».

Malachie Postlethwayt argumente à l'aide de ces fondements, de manière à la fois théorique, et pratique, en comptable et en statisticien, et pour le besoin en historien.

IV3) Face à la dette : l'analyse et la solution de Postlethwayt

IV31) L' « oppression fiscale » et la ruine du commerce

Le niveau démesuré de la dette est dénoncé par l'auteur en situant la finance publique (décrite plus haut) dans une représentation beaucoup plus large, qui est celle de la place du Royaume dans l'économie mondiale. Soit schématiquement :



Suivant ce schéma, l'Angleterre a acquis une position dans la concurrence internationale, principalement basée sur le commerce, qui fait d'elle la première puissance mondiale (confirmée en 1763 par les deux Traités de paix d'Utrecht). Or, la finance publique s'exerce à contre-courant de ce mouvement historique. La dette constitue un « *fardeau fiscal* », de nature à détruire le commerce et la place de l'Angleterre dans le monde (ses colonies et plantations en particulier). Les pouvoirs publics ne font pas la différence entre « *se croire riches* » et « *être*

riches », tout comme Salomon qui pouvait se croire riche en édifiant le Temple, lequel fut pourtant fut détruit.

a) Comment les impôts indirects nuisent-ils au commerce et à la puissance du Royaume

Postlethwayt unifie les impôts indirects sous l'expression « *incumbrance* » ou « *tax incumbrances* », ou « *multiplicity of tax incumbrances* », le « fardeau fiscal ». Il donne une estimation d'avant la dernière guerre, du *produit net fiscal* (reconnaissant sa difficile évaluation) : Il s'agit d'une comptabilité des taxes en 3 temps :

Temps 1 : accise, droit et taxe

* Excise, about	-	-	l. 2,800,000
* Customs, about	-	-	1,700,000
* Salt, about	-	-	150,000
			4,650,000
* The charges of raising these du-	}		465,000
* ties are about 10 per cent.			
			5,115,000

L'effet général sur le commerce s'écrit :

Hausse des prix des biens nécessaires (malt, bière, sel, amidon...) → *hausse du prix du travail* → *hausse générale des prix, dont les prix à l'exportation* → *déséquilibre extérieur*. Ce fardeau agit, dit-il, par propagation, car les activités économiques sont interdépendantes. C'est un bâton dans les roues d'une machine, car :

it is to be considered that tradesmen in a country, by their mutual dependance on each other, are like wheels in a machine, in which, if one is touched, the others are affected. »

Sa critique met l'accent sur l'*effet inflationniste* (ou *inflation rampante*), à la manière de Cantillon et Decker. Il reprend textuellement la démonstration de Matthew Decker.

Il démontre que le fardeau estimé ci-dessus à 5115000£ a des effets plus que proportionnels sur les prix à la consommation, du fait :

- De la rémunération du travail des fonctionnaires du fisc
- Du temps précieux du marchand, perdu pour la gestion administrative des impôts
- Une défalcation de $\frac{1}{4}$ du capital, ne laissant que les $\frac{3}{4}$ pour vivre dans les mêmes conditions
- La diminution de la base des profits constituée par tous les échanges avec les intermédiaires commerciaux jusqu'aux consommateurs.

Par exemple, une taxe sur le cuir et ses effets sur le prix des chaussures. Car, le prix des chaussures est déterminé par :

Le coût de revient du bétail (éleveur) → En achetant le bétail, le boucher prend sa part de profit, et donc augmente le coût de revient de l'éleveur, et par conséquent celui des chaussures → le travail du tanneur représente un coût salarial, qui vient s'ajouter au coût de revient initial → En vendant le cuir, le tanneur s'acquitte d'une taxe de 2sh, et prenant

sa part de profit, il augmente le coût initial → Le confectionneur de cuir prend à son tour un profit, augmentant à nouveau le coût initial → Le fabricant de chaussure applique à son tour une hausse du coût due à son profit → Enfin, les chaussures parviennent au consommateur en ayant subi 12 augmentations dues aux taxes sur chaque bien nécessaire : savon (fabricant de chaussures), bougies (marchand)etc

En estimant la hausse du revenu brut fiscal dû aux taxes sur ces biens à 50% du revenu, alors le revenu fiscal total (ci-dessus) s'élève à $5115000 + \frac{1}{2}(5115000) = 7672500$.

Comment cette somme en circulant devient -elle source d'inflation ?

Si tous les biens nécessaires voient leurs prix croître, le prix du travail augmente en conséquence. D'après le N° 200 du *Spectator*, les 2/3 des revenus des taxes sont consommés par la population laborieuse, laquelle paie en conséquence les 2/3. Leur salaire doit donc être à la hauteur de ce panier de subsistance. Ce qui contribue à une hausse du salaire moyen égal à $\frac{2}{3}(7672500) = 5115000$. Le maître artisan (employeur) reporte sur les consommateurs la hausse du prix du travail. Or, selon le *Spectator*, les détenteurs de capitaux ou de propriété contribuent au 1/3 du revenu fiscal indirect. Ils se subdivisent en deux groupes : commerçants et non commerçants. On estime également leur contribution à 1/6 chacun. Soit $\frac{1}{6}(7672500) = 1278750$

Soit un sous total égal à : $5115000 + 1278750 = 6393750$

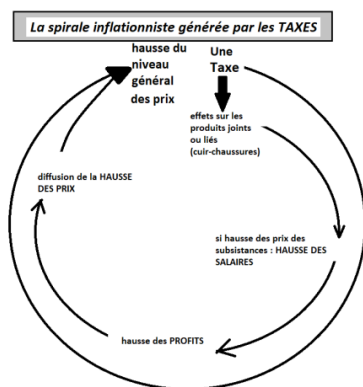
La hausse nécessaire des profits des marchands est, elle aussi, inflationniste. On peut estimer cette hausse des prix de vente au consommateur à $\frac{1}{2}(6393750) = 3196875$. En ajoutant la part (1/6) des non commerçants, soit 1278750, on parvient à un total de : $6393750 + 3196875 + 1278750 = 10869375$ qui représentent une partie des conséquences dues à la levée de 4650000£ de taxes en l'état actuel de la législation.

Soit en résumé :

L'effet inflationniste des impôts indirects démontré par la hausse nominale du produit net fiscal

Produit net fiscal apparent des impôts indirects	5115000	Origine de la hausse des prix
+50%	2557500	+ taxes sur produits joints ou liés
sous total	7672500	
+1/6	1278750	+ sur la hausse des salaires
sous total	6393750	
+50%	3196875	+ profits marchands
Produit net fiscal nominal final	10869375	
multiplication par soit un taux de	2,125 113%	→ qui donne la mesure de l'inflation

Ou bien on peut résumer par la spirale suivante :



On lit dans cette spirale la relation importante, entre :

Les Taxes (et impôts), les salaires, les profits et les prix, lesquels constituent les Principales variables dans l'argumentation de Postlethwayt.

Temps 2 : Les impôts

Soit taxes précédentes = 10869375 (avec inflation, voir ci-dessus)
 Land tax = 1960000
 Droit de timbre, fenêtre,
 Postage etc... = 500000
 Taxe des pauvres = 1960000
 Total (1 + 2) = 15289375

Temps 3 : Généralisation et estimation du fardeau fiscal de la population, qui ruine le commerce par la compression du revenu des consommateurs :

Population estimée 8 Millions d'habitants

Dépense annuelle par tête 8£

➔ Consommation globale = 64 000 000

Impôts et Taxes = - 15289375 (ci-dessus 1 + 2)

Revenu disponible = 48710625

Le rapport des Impôts et taxes au revenu disponible donne le fardeau fiscal = $15289375 / 48710625 = 0,31$ soit 31%, c'est-à-dire le manque à consommer.

Ce qui signifie que les prix sont artificiellement gonflés de 31%, rendant les marchandises anglaise moins compétitives. Et ceci constitue la ruine du commerce.

b) Deux objections non recevables

Reprenant, en le citant, Matthew Decker, Postlethwayt peut contester deux objections principales.

b1) Drawbacks

Dans l'article « **DUTIES** » Postlethwayt discute les mérites (ou avantages et inconvénients) des différents types de taxes. Il réfute les objections à l'idée d'un fardeau fiscal pesant sur le commerce :

Parmi ces objections, figurent les « *drawbacks* » ou *restitution de droits* versés aux *exportateurs*. On les dénomme aussi « *drawbacks of inland duties* », restitution de taxe intérieure. Postlethwayt donne plusieurs exemples chiffrés (bougies de suif, de cire, bières...). Leurs caractéristiques sont :

drawbacks of inland duties exemption de taxes sur des marchandises exportées ● l'exportation est une ré-exportation de marchandises étrangères importées depuis 3 ans au moins, donc taxées. Il peut s'agir de matières premières utilisées dans une production nationale, elle-même exportée (*) ● ou d'un produit national Les avantages sont : Puisque la réexportation (à bas prix car encouragée) ouvre un marché - avantage pour la Nation : celui du frêt (transport) - avantages pour les marchands : auquel la loi autorise un tel échange. (*) Pour prendre un exemple du début XIXe : l'exportation de viandes salées, bénéficie d'une restitution de droits acquités pour le sel nécessaire à la salaison

On constate que les *drawbacks* sont une disposition fiscale apparentée à notre compte de la Comptabilité Générale numéro 44566 « *TVA déductible sur autres biens et services* ». Et puisqu'il s'agit d'une restitution, de droits payés à l'importation, puis récupérés à l'exportation, la disposition s'apparente à une mesure « *duty free* » (détaxation).

La réponse de Postlethwayt repose sur la distinction entre les marchandises taxées.

Les taxes intérieures (*excise*) grèvent les biens nécessaires consommés par toutes les classes. Elles concernent toute la population, et sont indispensables au souverain. Leur effet dépressif sur le commerce est certain, et il est impossible de soutenir qu'elles favorisent la navigation marchande du fait de l'inflation (voir ci-dessus).

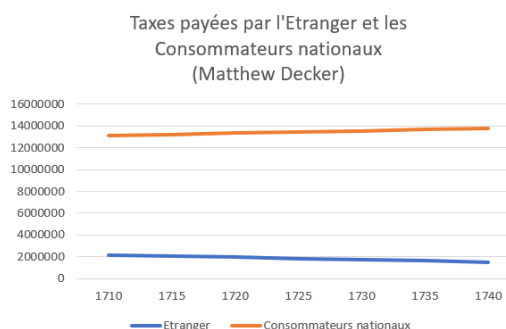
Tandis que les *drawbacks* ne sont destinés qu'à quelques marchandises d'exportation. Et la compensation n'est pas aussi aisément légiférée, que ne le sont les taxes intérieures.

Par ailleurs, les échanges extérieurs sont surtout régis par des *droits de douane*. Or, ces droits sont en général *réciroques* et *équitable*s. Chaque pays veillant à préserver l'efficacité du travail réalisé de part et d'autre. Le maintien de l'équilibre de la balance est une priorité, qui évite la dégradation des *taux de change réciroques*.

b2) Pression fiscale extériorisée

On peut cependant se demander si ce ne sont pas les étrangers qui supportent le fardeau fiscal. Dans ce cas, les taxes ne pèseraient pas sur le commerce national.

Matthew Decker a pu prouver à l'aide de données statistiques que le fardeau fiscal n'est pas supporté par l'étranger. Ces données en £ivres, peuvent donner lieu à la représentation ci-dessous :



La croissance de l'imposition est linéaire dans les deux cas. Mais la droite des consommateurs nationaux est nettement située au-dessus de celle de l'étranger. De plus la contribution des étrangers est décroissante (baisse de 30% sur 30 ans). Tandis que celle des Nationaux est croissante (hausse de 5% sur 30 ans).

Matthew Decker a résumé à l'aide d'une métaphore l'effet intérieur des taxes. Celles-ci consistent à : « *surcharger le fardeau d'un cheval, tout en le nourrissant moins* » :

Les deux auteurs qui, selon Decker ont clairement analysé avant lui les effets de la taxation et défendu les mêmes thèses sont John Locke (« *Some considerations..* ») :

‘ for raising three millions on commodities, and bringing so much into the Exchequer, there must go a great deal more than three millions out of the subjects pockets ;

Pour accroître les recettes fiscales par des taxes sur les biens de 3 millions, la dépense des citoyens doit être beaucoup plus élevée..

et Charles d'Avenant (« *Essay on trade* »), qui montre que les taxes pèsent le plus sur les marchandises d'exportation ayant la plus grande valeur ajoutée (laine). Or, leur prix s'élevant, elles perdent leur compétitivité internationale.

Conclusion à IV31)

De quelque côté que l'on se tourne dans l'œuvre de Postlethwayt , on trouve cette thèse d'une *ruine du commerce*, par compression de la dépense des consommateurs et donc la baisse des profits des marchands.

Les taxes sur les biens de première nécessité enclenchent sur le marché intérieur un processus foudroyant, à la charge des consommateurs :

tax on the consumption of necessaries of life will be repeated *ad infinitum*, till all those sums are ultimately paid in an accumulated lump by the last consumer.

In like manner operates the excises on malt, beer, ale, salt, starch, &c. &c. and on all other necessaries.

Taxes laid upon native consumptions by excises, considerably advance their prices : they are, indeed, more than doubled, if not in many cases trebled in their price to the consumer upon the merchandize by the augmentations, which the taxes make, in being paid and repaid by all the hands through which the merchandize passes ; and by the augmentations, which this increased sum adds to the price of the crude materials, to the price of workmanship, to the expence of the workmen and traders, which must come out of the price of the merchandize that has undergone, and comprehends all such augmentations, and prove an enormous incumbrance upon English product and manufactures ; seeing that our taxes upon taxes are so highly multiplied, by the immensity of our national debts.

(Extrait de « Discourse the first »)

La cause première étant la croissance de la dette.

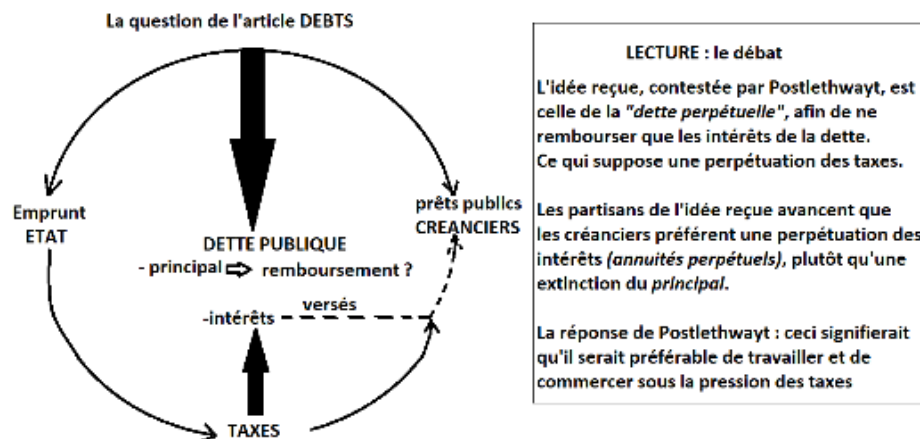
IV32) En finir avec l'ancien système pour adopter le nouveau (*True system*)

a) L'ancien system et la dette perpétuelle : La critique de Hume-Postlethwayt

i) Définition de l'ancien système

On peut avec Postlethwayt dénommer ancien système, le mode de gestion de la dette publique, antérieur à la récente *Paix ratifiée par le Traité d'Utrecht* de 1763, laquelle ouvre des perspectives nouvelles. La crise récente de l'excise prouve l'embarras dans lequel se trouvent les pouvoirs publics et le Trésor, pour rembourser le *principal* de la dette, et verser les *intérêts annuels aux crédateurs*.

Pour une catégorie de Parlementaires, il n'y a pas embarras. La dette, peut être gérée, sans remboursement du *principal*, si les créanciers voient leurs *intérêts annuels* versés, devenant ainsi *des rentiers de l'Etat*. Ce scénario est celui de la *dette perpétuelle*, mais comme dit Postlethwayt, scénario qui consiste « à conserver et multiplier les taxes jusqu'à la fin des temps » de la manière suivante :



ii) La critique de Hume

David Hume (« *of public credit* » - 1741) a déjà jugé ce scénario, le déclarant *sombre et dangereux*. Ses arguments seront repris et discutés par Postlethwayt.

Les arguments humiens sont radicaux : La Nation est malade de son crédit : soit elle détruit le crédit, soit c'est le crédit qui la détruit. Il écrit :

It must, indeed, be one of these two events; either the nation must destroy public credit, or public credit will destroy the nation. It is impossible that they can both subsist, after the manner they have been hitherto managed, in this, as well as in some other countries.

Hume conteste ainsi la voie intermédiaire, celle proposée par Archibald Hutchinson (voir plus haut).

Hutchinson voyait dans les taxes le succès d'une distribution telle que chacun participe par sa consommation au financement de la dette. Ce que conteste Hume au nom des inégalités de revenu et de la pression fiscale inégale selon les groupes. De plus il existe une évasion fiscale favorable au « monied interest », et défavorable aux propriétaires de domaines et de terre, difficilement dissimulables. Hume a de plus examiné les expédients européens dont il estime qu'ils ont aggravé le phénomène plutôt qu'ils ne l'ont estompé. Enfin, il semble répondre à la question posée de manière sceptique : son examen des expériences historiques (celle des guerres notamment), se conclut par : *des milliers ont été sacrifiés pour la sécurité de millions (sacrifice d'intérêt au nom du principal)*, sans que l'on ait l'assurance que *des millions ne soient pas à l'avenir sacrifiés pour la sécurité de milliers (sacrifice de « principal » au nom des intérêt)*. Aussi sa conclusion n'exclut elle pas l'hypothèse d'une mort naturelle et violente du crédit public, lorsque les générations futures et les créiteurs seront tombés à la merci des conquérants. Ne pas céder à ces folies et désillusions populaires est alors sa recommandation.

iii) La critique de Postlethwayt

Postlethwayt pense que Hume va trop loin en traitant ainsi l'instabilité du crédit public. Il le pense victime de son imagination.

L'écueil dans lequel Hume voit sombrer le crédit public est démenti par le succès du « *permanent sinking fund* » (*fonds d'amortissement permanent de la dette*). Celui-ci a permis d'amortir toutes les dettes publiques contractées avant 1716, sous les règnes de Guillaume d'Orange, et de la Reine Anne. Ce qui ôte tout idée de désespoir pour le *monied interest*, telle que Hume l'entendait.

Il est donc possible selon Postlethwayt, de substituer à l'ancien système, un nouveau mode de gestion de la dette, le « True System ».

b) « True system »

L'optimisme de Postlethwayt, qui explique sa participation aux décisions budgétaires de Walpole et Pelham, repose sur deux phénomènes :

- La Paix actuelle, qui devrait diminuer le fardeau fiscal et revivifier le commerce
- La possibilité de gérer la dette au moyen du « *sinking fund* » (*fonds d'amortissement de la dette*).

i) Piloter la dette et non la subir : vers une Loi de Finances

L'esprit qui doit gouverner le nouveau système budgétaire et fiscal repose sur deux fondements : l'un *économique*, et l'autre *éthique*.

- 1) Un fondement économique : *ne pas se croire riches, mais être riches*. Autrement dit ne pas imposer une Nation rendue pauvre, mais générer les recettes fiscales par un commerce florissant. Il s'agit d'une *ontogenèse* des revenus fiscaux. Alors les taxes n'oppriment pas le commerce, car elles en sont issues, et celui-ci ne court pas à sa ruine.
- 2) Une déontologie fiscale : *respecter une éthique*
Un véritable système fiscal au service du commerce doit respecter 3 principes éthiques :
 - a. Eteindre la dette, son principal
 - b. Ne pas nuire aux créanciers du Trésor, en versant les intérêts sans manipuler (*à la baisse*) le taux de l'intérêt
 - c. D'une manière générale, comme le suggérait William Petty, mettre la fiscalité au service du commerce et des arts manufacturiers, sans nuire aux catégories sociales les plus appauvries.

On peut alors appeler « Solution de Postlethwayt », le mode de gestion de la dette qui respecte ces deux fondements. Il consiste principalement à *piloter la dette*, en l'annualisant. C'est-à-dire en termes modernes à adopter une loi de Finances.

Pourquoi *piloter la dette* ? La réponse se situe dans l'adhésion de Postlethwayt à l'enseignement mercantiliste, qui, depuis Locke, cherche à diffuser l'idée d'un ordre économique naturel. La gestion budgétaire et fiscale est alors supposée appartenir à cet ordre. Car elle est régie par des *lois* jusqu'ici, *ignorées*, mais dont la connaissance serait suffisante pour faire reculer le *drame de la dette publique* (qu'il compare à la catastrophe financière de la Bulle du Mississippi) , tout en se parant pour la guerre si besoin.

ii) *comment piloter la dette ?*

La réponse au *comment piloter la dette* est donnée par l'objectif prioritaire exposé dans « True system » : l'annualisation des recettes et des dépenses publiques. Pour démontrer cette nécessité, Postlethwayt adopte un raisonnement par l'absurde appliqué au point de vue parlementaire, celui de *la dette perpétuelle*.

α) Le discours parlementaire de la dette subie

Soit une succession de périodes de guerre et de paix, à partir de la présente guerre :
 Le coût (dette) de la présente guerre est de 30 Millions
 Paix durant 20 à 30 ans
 Seconde guerre au coût identique de 30M
 Paix durant 10 à 20 ans
 Troisième guerre au coût identique de 30M
 Alors on peut inférer que la dette cumulée en 50 ans sera de l'ordre de 170Millions.
 Chiffre que Postlethwayt trouve en appliquant implicitement un multiplicateur égal à $(1,035)^{50} = 5,639$, et donc $30M \times 5,639 \approx 170M$

Si le taux d'intérêt servi est de 3%, alors la charge d'intérêt est donnée par $170000000 \times 0.03 = 5,1M$

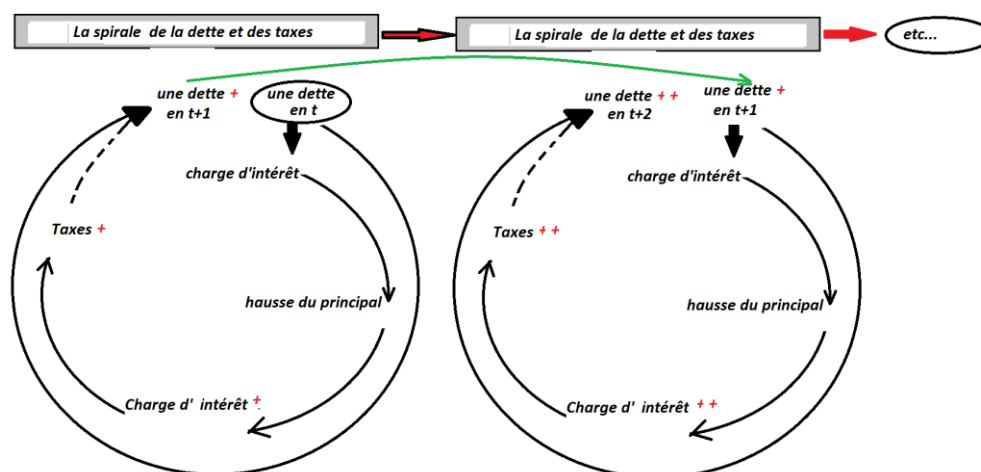
Si ce taux est diminué, afin d'atténuer le service de la dette, à 2%, alors la charge devient égale à $170M \times 0.02 = 3,4M$, soit une annuité de $3,4M/0,02 = 1700000/an$. Au risque de diminuer les revenus d'emprunt des groupes les plus fragiles (veuves, orphelins...).

Quel est l'usage des intérêts perçus ? selon Postlethwayt, rien moins qu'à incrémenter le principal la dette, puisque les intérêts perçus viennent augmenter les avoirs des créiteurs.- En supposant un incrément de 50%, le principal passe à : $170 + (170 \times 50\%) = 170 + 85 = 255M$. De nouveaux intérêts sont servis : $255M \times 0.02 = 5100000$.

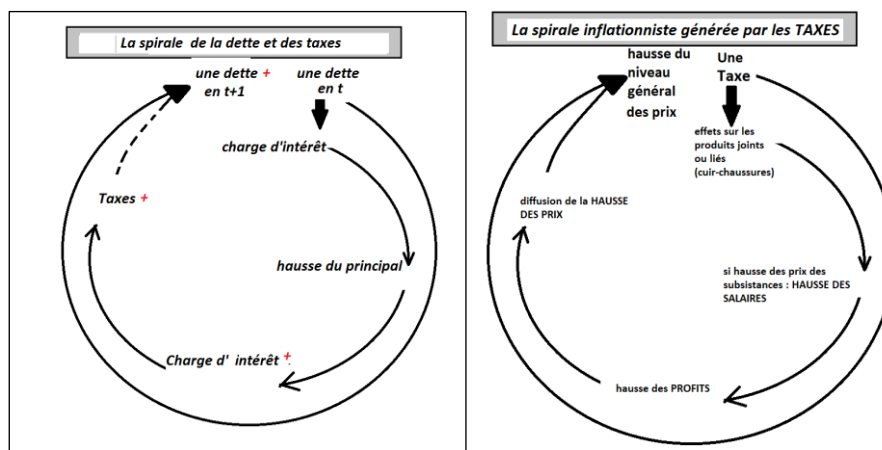
Etc....

Donc en alimentant le principal par les intérêts versés, ceux-ci contribuent à perpétuer la dette. Et, dans le même temps, le discours parlementaire soutient que les taxes levées en vue du paiement des intérêts, doivent se perpétuer tant que la dette n'est pas éteinte, sachant qu'il n'y a aucun espoir pour qu'elle s'éteigne !

Postlethwayt aboutit ainsi à la définition d'une spirale « dette-Taxes, partant d'une dette au temps t :



La signification ultime étant que le commerce et la navigation doivent à jamais supporter les 5100000 de taxes de l'exemple, et les conséquences qui s'ensuivront. Car en rapprochant cette spirale, de la spirale inflationniste présentée plus haut, on obtient 2 cercles vicieux qui s'alimentent, ou un seul et même cercle vicieux.:



β) Piloter à l'aide d'un « fonds d'amortissement » (« sinking fund »)

Comme il a été dit plus haut, l'existence d'un sinking fund est l'un des facteurs de l'optimisme raisonné de Postlethwayt. Il l'oppose même au scepticisme de Hume. L'état de fait est le suivant : s'il admet la dette perpétuelle, alors le Parlement reconnaît les risques de non-paiement du *principal* (ou « *deficiencies* »). Il doit renoncer aux fonds d'emprunt.

En remplacement, il lui est possible de prévoir une autre sorte de fonds appelé « *debt paying fund* » (« *fonds de règlement de la dette* ») – qui signifie « *oui je vais payer* »- ou mieux « *tax-reedeming fund* » « *fonds de rachat par les taxes* » - qui signifie « *oui il existe des taxes à cette fin* »-. Sinon c'est l'aveu d'un renoncement au remboursement du capital.

Nous avons là, la définition du « *sinking fund* » (SF).

Le recourt au « *sinking fund* » n'est pas une mesure nouvelle. Le SF date de 1717. Pour Postlethwayt, les raisons en furent justes et sages, ainsi que le pensait Hutchinson. Toutefois les échecs témoignent d'un mauvais usage du SF, sous des formes variées, que Postlethwayt expose.

- 1- Le premier mauvais usage, le plus évident, ce sont les abus, et donc la pléthore et l'injustice des taxes. Aussi, loin de sauver le Royaume, ces taxes n'ont fait qu'accroître les difficultés financières, du fait du principe : « *trop d'impôts, tue l'impôt* ».
- 2- Le second a trait au mauvais calcul des intérêts versés aux créditeurs, devenus des *rentiers* du fait de la dette perpétuelle. Postlethwayt, en rédigeant l'article « *interest* », assimilable à un Traité de Mathématiques financières, démontre la méthode de calcul adoptée va à l'encontre de l'intérêt national :

the Nation loft thereby
the Benefit and Advantage arising from Compound - Interest , when
the public Occasions might have been supplied by the means of
Simple - Interest only .

Sa démonstration est la suivante : Comment mesurer l'avantage procuré par un calcul d'intérêts composés plutôt que d'intérêts simples ? C'est-à-dire « *ce que perd la Nation* » (« *the Nation lost..* »).

Soit ses formules (adaptées par nous pour résumer):

- Une somme capitalisée suivant la méthode de l'intérêt simple annuel, s'écrit :

$A = P + tRP \rightarrow$ **la somme capitalisée** (A) égale le principal(P) + P fois le taux d'intérêt (R) multiplié par le nombre d'années de capitalisation (t). La progression est arithmétique.

- Une somme capitalisée suivant la méthode de l'intérêt composé annuel, s'écrit : $A = P (1 + R)^t \rightarrow$ **la somme capitalisée** (A) égale le principal(P), fois le multiplicateur global. La progression est géométrique.

Exemple simplifié : soit $A = 100\text{£}$ $R = 2\%$ et $t = 2 \text{ ans}$

Intérêts simples : $100 + (100 \times 0.02 \times 2) = 104$ = capitalisation (le capital a grossi de 4)

Intérêts composés : $A = P(1 + (R/100))^t$ avec $(1 + (R/100))^t$ le multiplicateur global

Dans notre exemple : $104 = 100 (1 + 0.02)^2$

On constate que les deux formules mènent au même résultat annuel. Il en sera de même pour tous les taux. Mais en adoptant une mesure de capitalisation infra annuelle alors apparaît la différence.

Par exemple, si les intérêts annuels sont calculés et servis chaque semestre, la formule des intérêts composés s'écrit pour chaque semestre : $A = P (1 + R)^{0.5}$. Soit en l'appliquant à l'exemple : $A = 100 (1 + 0.02)^{0.5} = 100,99$. Le capital a grossi de 0,99, et donc au semestre 2 il aura grossi de $100,99 (1 + 0.02)^{0.5} = 102$, soit de 2, et non pas de 4, comme le voudrait la formule de l'intérêt simple annuel.

Une capitalisation infra annuelle en intérêts composés, donne toujours un résultat annuel (102), inférieur à une capitalisation annuelle en intérêts simples (104).

La Nation est donc lésée, si elle n'adopte pas un versement infra annuel des intérêts. Elle se prive d'une possibilité d'alléger le SF, c'est-à-dire les taxes.

Ce constat n'est que l'un des constats qui mèneront à la proposition générale d'une gestion budgétaire et fiscale « *within the year* ».

3- Le troisième résulte du mauvais arbitrage entre les diverses recettes fiscales (impôts et taxes). L'efficacité du SF requiert de l'imagination.

Ainsi, pour respecter le principe de justice, il importe de ne pas hésiter à *taxer le luxe*, comme le suggérerait Matthew Decker. C'est-à-dire taxer des articles tels que : carrosses, chaises, chevaux, vaisselle, bijoux, diamants etc... Il semble possible soit de puiser dans ces impôts à la carte, soit de songer à un impôt immobilier (sur les maisons).

A l'inverse, quel que soit le pays, la « poll tax » (ou capitation ou impôt par tête quel que soit le revenu) n'est pas souhaitable. Elle doit être évitée en Grande Bretagne, car elle n'est pas conforme à la sensibilité du peuple. Postlethwayt refuse donc un impôt très ancien (1379), contesté depuis. Cet impôt jugé inique, entrera en vigueur une fois au XIXe siècle (USA 15879), et une autre fois au XXe sous l'égide de Margaret Thatcher en 1990 (impôt qui causera la perte du premier ministre qu'elle était, suite aux émeutes).

Par contre un impôt sur la personne, ou personnalisé, peut être accepté s'il est temporaire et exigé par l'urgence. Sa durée serait d'un an, et serait relayée par une hausse de la « land tax » l'année suivante. Ce qui nécessite de définir les classes qui y seraient astreintes, en considérant toutefois leurs inégales difficultés pour trouver du travail :

Postlethwayt établit la liste des classes susceptibles de contribuer à un impôt sur la personne, selon le montant mensuel. Liste extensible à d'autres catégories (à droite)

Liste des classes

1. Temporal Lords	-	250
2. Spiritual Lords	-	26
3. Baronets, Knights and Esqrs;		4,500
4. Gentlemen	—	14,000
5. Persons in great Offices	-	6,000
6. Ditto in lesser Offices	-	9,000
7. Eminent Merchants, and Traders by Sea; and some monied Persons and Bankers	—	3,000
8. Lesser Ditto	—	12,000
9. Law and its superior Dependants		5,000
10. Eminent Clergymen	-	2,000
11. Lesser Ditto	—	12,000
12. Freeholders of better Sort		30,000
13. Ditto Lesser	—	125,000
14. Farmers	-	180,000
15. Persons in liberal Arts, and Physicians, Surgeons, Apothecaries, Chymists, and Quacks		30,000
16. Shop-keepers and Tradesmen		100,000
17. Artisans and Handicrafts		80,000
18. Naval Officers, Captains of Indiamen, and of the principal Merchant's Ships		10,000
19. Military Officers	-	7,000
		639,776

Catégories d'extension

If there should be Occasion to multiply the Classes, they may be farther extended. As (1.) To all Mayors, Sheriffs, Aldermen, and Magistrates, as such. (2.) To all Students at the Universities suitable to their Ranks. And if all this should not render the Tax light and easy to the whole, there may be an Act to oblige all public Places of Diversions whatsoever, as Plays, Maquerades, Operas, Ranelagh, Vaux-Hall, and all other Places of any Kind of public Diversion, to issue Tickets; which Tickets should be stamped with — Stamp, under certain Penalties in Default thereof.

NB : On lira la lettre « f » comme « s », telle que « percons » = « persons ».

« Lesser Ditto » signifie : de rang moindre que le précédent

IV33) Le « True system » et la théorie monétaire circulationniste

On pourrait considérer comme une synthèse des écrits de Malachie Postlethwayt, la relation qu'il établit finalement, et de manière redondante, entre les modalités pratiques du *nouveau système*, et sa théorie monétaire de la circulation (présentée plus haut).

Cette relation montre comment un système fiscal rénové et infra-annuel, peut contribuer au développement du commerce et des manufactures. Nous avons dénommé cette théorie plus haut (III1) : *La théorie de l'économie domestique* (« *domestic oeconomy* ») et *annualisée de la fiscalité*, et situé son origine chez Archibald Hutchinson (voire plus haut : Lettre de 1714).

a) L'exigence d'une *Loi de Finance*

Pour Postlethwayt, il paraît inconsideré et dangereux, de lever des impôts et taxes, ainsi que de recourir à l'emprunt, sans ne se donner ni l'horizon des dépenses à financer, ni celui des remboursements à acquitter. Une telle gestion aveugle est celle qui a toujours prévalu. Elle a toujours été justifiée par l'urgence, due à la guerre ou au risque de guerre. On sait (voir plus haut) qu'elle met le commerce et la puissance du Royaume en péril.

Sa conception est à l'opposé. Elle est celle d'une réduction de l'horizon temporel des *dépenses et des recettes publiques*, à l'année ou « *within the year* ». Qui signifie plus précisément : **during** (pendant) ou mieux **inside ou into the year** (à l'intérieur de) Elle nous apparaît comme la proposition d'une loi de Finances, assise sur des principes budgétaires rigoureux :

- Cette Loi doit être circonscrite à la Nation en ne considérant que les *dépenses publiques intérieures*. Toutes les dépenses publiques (civiles et militaires) devraient être consacrées à la *consommation intérieure*.
- La comptabilité doit consister en une gestion de la Trésorerie, c'est-à-dire, la tenue de comptes soldés à très court terme : 3 à 4 mois pour le paiement des intérêts de la dette, voire mensuellement pour les recettes fiscales afin de connaître les variations de la liquidité en cours et en fin d'exercice.
- Elle doit avoir pour objectif le remboursement de la dette (*principal et intérêts*).

C'est à cette seule condition que le Royaume peut espérer un allègement du *fardeau fiscal* pesant sur le commerce. La Loi de Finance ainsi conçue assigne donc deux objectifs ambitieux à la Nation, celui de se débarrasser de sa dette, et celui de mettre le SF au service du commerce.

Il faut pour cela d'abord éviter deux expédients fréquents, que sont :

- Espérer de la baisse du taux de l'intérêt, une réduction efficace de la dette. Cette réduction permet en effet de déprécier le montant du principal à rembourser. Par exemple
Emprunt : 100£ à 6% → Annuités = 6£, en divisant le taux par 2 on constaterait
Emprunt : 200£ à 3% → Annuités = 6£. Le principal est déprécié, puisque les intérêts perçus sont égaux, que l'on prête à 6% ou à 3%. Les créiteurs de l'emprunt à 3% sont ici lésés.

Il est possible cependant que l'intérêt réellement servi soit (surtout en temps de guerre) non de 3%, mais de 5%, 6% voire 10%, grâce à la création de « *monied societies* » (*groupements financiers*). Mais ceci ne fait qu'aggraver la hausse des prix.

- Compter sur l'émission répétitive d'emprunts. Car la multiplication des créiteurs publics, ou celle des montants de leurs prêts, est celle d'une classe particulière, dénommée indifféremment « *money mongers* » ou « *money dealers* » (marchands de monnaie), ou *usurers, stockjobbers* (spéculateurs). Son soutien à la dette continue prouve son désir de possession infini. Postlethwayt compare cette classe au Clergé, qui du temps de Henri VIII, s'était approprié une partie si importante du patrimoine foncier, que le souverain a dû le déposséder de ses titres. La nécessité, dit Postlethwayt, peut conduire à une telle extrémité.

- b) La synergie positive de l'endettement public et du développement commercial (voir principalement : « True system » - Letter II « *A short inquiry how far Great Britain may be capable of raising some considerable part, if not the whole supplies within the year..* »)

Le principe sur lequel baser la fiscalité, repose entièrement sur la *circulation monétaire*. Plus la circulation est « *rapide et régulière* », plus le commerce génère les ressources nécessaires à l'endettement.

Pour cela il importe que : endettement et remboursement, soient continus au ***cours de l'année même*** (*within the year*), de sorte à constituer des *provisions* pour chaque année successive.

When the Supplies shall be raised within the Year, and the sooner Contractors with the Government shall be paid *within that Year*, with less Difficulty will the Supplies be raised, not only for that, but for the succeeding Year;

A cette condition, on pourra vérifier que :

because the sooner the Money raised returns into the Channel of public Circulation, the better will the People be enabled, from Year to Year, to raise the Money required; for the quick and regular Circulation of the Money again into the public Hands, gives such an Acceleration and Rapidity to the whole Currency of our Traffic, that People will be as little sensible, perhaps, of raising the whole Supply of *Principal Money* amongst ourselves within the Year, as they will be of raising the *Interest Money* for such Supplies only by new created Taxes.

Il existe donc, selon cette dernière citation, un **idéal de la circulation monétaire**, de l'endettement et de la taxation, assimilable à un équilibre de courte période. Une description de cet équilibre-idéal de court terme, est la suivante :

Si R = remboursement annuel de la dette (son service)

Si D = principal = 100£

i = le taux d'intérêt annuel = 2%

alors : $R = D(1+i) = 100 (1+0,02) = 102$

si on suppose t , une taxe quelconque, égale à 2£, alors

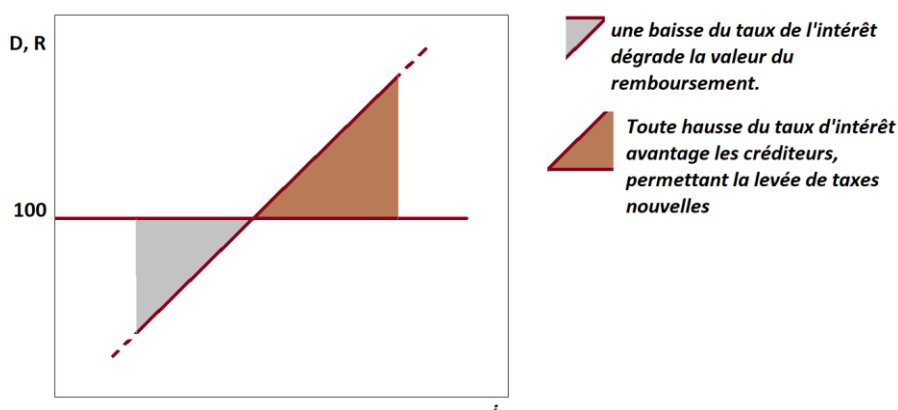
$R = 100 (1+0,02) - t = 102 - 2 = 100$ £

Le remboursement du principal est réalisé, avec **une taxe nouvelle neutre puisque payée à l'aide des intérêts**. Mathématiquement, le taux de taxe peut alors être dit **optimal** (voir la définition plus bas au §V2).

C'est un état d'équilibre parfait (que l'on peut le définir par $D = R$), autour duquel tous les scénarii sont possibles. Par exemple, un taux $i = 3\%$, de sorte que la taxe nouvelle $t = 2$, laisse aux créiteurs une partie de leurs intérêts, soit $3 - 2 = 1$ £.

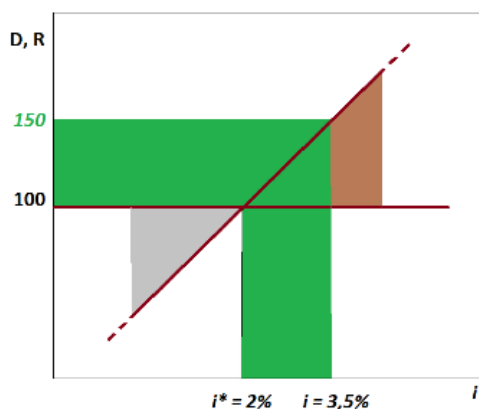
La représentation de ces scénarii est :

Etat d'équilibre "Dette - remboursement" sous l'hypothèse d'une circulation accélérée et annuelle



Dans le cas contraire, à défaut de provisions annuelles, la dette s'accroît et seuls les intérêts sont servis, et entrent dans la circulation. Dans l'exemple ci-dessus 2£. Donc le principal est gelé et constitue un « capital mort » ou « *dead capital* », c'est-à-dire un manque à circuler pour le commerce qui entre alors en régression. Alors qu'il serait un « capital vivant commercialisable » (« *live trading capital stock* »), si le principal et son remboursement étaient réalisés la même année.

Cas d'une provision annuelle et poursuite de l'endettement annuel sans risque



LECTURE (zone en vert)

On suppose que l'état réel en année 1 où $R = D = 100\text{£}$ permet un service d'intérêt au taux de 3,5%. L'avantage procuré aux crédateurs, est identique à une provision pour l'année $(n+1)$, où la dette peut monter "sans risque" à 150£. Ce processus harmonieux est décrit par Postlethwayt comme celui où la "dette est constituée entre nous" ("among us"). On peut l'assimiler à une auto-génération intérieure de la dette. Aussi emploie-t'il l'expression "domestic oeconomy" pour décrire la situation.

Plus la circulation s'accélère, mieux c'est. On peut même supposer que le terme soit infra annuel. L'emprunt peut être **mensuel**, et si le règlement des intérêts est réalisé tous les 3 ou 4 mois, alors le gouvernement peut régler ses dépenses quasiment cash (ou par crédit à court terme), à prix réduit (30 à 60% de moins), tandis qu'il pourrait verser un taux d'intérêt annuel de 10%.

Le public et le gouvernement se comportent à cet égard réciproquement comme respectivement *vendeur et acheteur* :

The Government and the People may be considered in the Light of Dealers and Traders with each other ; the Government, as the Purchasers of Naval and Military Stores, &c. the People as the Sellers thereof. The quicker Paymaster the Government is to the People, the better able, and the more ready will the People be, to raise all Supplies necessary within the Year.

En bref le processus d'endettement peut contribuer à accroître la quantité de monnaie en circulation (sachant que les pouvoirs publics disposent de la capacité de création de la monnaie, donc de moyens financiers : relation entre le Trésor et la Banque) alors qu'en l'état actuel il gèle une partie. Phénomène qui s'accroît avec le recourt au crédit à long terme, le plus nocif pour le commerce.

Le discours de Postlethwayt fait ainsi une grande place à la *prévention à la fois pour les pouvoirs publics, et pour les individus*. Ne sont forcés à la frugalité que les imprévoyants, dit-il.

Le résumé le plus concis et le plus claire du « True system » est donné par Postlethwayt, dans le premier paragraphe de « Letter III » (dans l'ouvrage « True system »). Il écrit :

FROM what has been urged in the former Part of this Volume, we have endeavoured to show, that the Practicability of raising the Supplies within the Year, depends (1) on the raising them monthly, (2) In a Manner the least expensive that can be done; and (3) from the Quickness of the Sums raised circulating again amongst the People.

« Nous nous sommes efforcés dans la partie précédente à démontrer que la mobilisation d'un revenu annuel dépend de : 1) sa mensualisation
2) de sorte à minimiser les coûts ; et 3) de la rapidité de la vitesse de circulation des sommes mobilisées, au sein de la population. » (Letter III, « True System »)

Pour réaliser cet objectif, il suffit de trouver le bon créneau de circulation de l'argent dans l'intérêt général : « *the right channel for the common interest of the nation* ». Ce qui n'est pas le cas de la dette publique actuelle. Alors, l'économie publique participera à l'émancipation du commerce, et non à sa destruction.

Un tel système d'« économie domestique » devrait satisfaire le public. L'alourdissement de la taxation n'étant requis que par nécessité. Ce que le public comprendrait fort bien.

Le « nouveau système » (True system) doit emporter l'adhésion du public parce qu'il comporte des effets heureux de la taxation.

This Advantage, added to the various others before enumerated, would induce the Public cheerfully to acquiesce in these Measures, when they should experience the happy Effects of them

Puisque les taxes réduites à leur minimum nécessaire paient l'intérêt

when all other Taxes are thereby prevented that would have been absolutely necessary to pay Interest

Et, pour le commerce extérieur, le recours au crédit, doit se limiter au court terme. Car le crédit à long terme présente plusieurs conséquences fâcheuses pour le commerce. Notamment, il surdimensionne l'offre de marchandises exportées, et donc tend à diminuer les prix, et à « brader » la qualité des marchandises et leur réputation. La préférence doit donc être donnée, par le gouvernement et le public, au crédit à court terme, lequel est assimilable au paiement cash.

V) La modernité de Malachie POSTLETHWAY

Il serait regrettable de réduire la participation de Postlethwayt à la vie économique de son époque, à son plaidoyer pour une économie esclavagiste.

Car, son œuvre, aux multiples visages, témoignent d'une volonté acharnée pour définir les moyens économiques, principalement budgétaires et fiscaux, afin de réaliser le bien être national. Nous avons pu en assembler les éléments fondamentaux, sous la forme d'une *synthèse* que nous pouvons appeler *l'économie politique de Postlethwayt*.

L'histoire de la pensée économique en a tenu compte, nous l'avons dit, en consacrant cette œuvre aux côtés de celle de Mathew Decker, dans le domaine des finances publiques.

Toutefois il convient aussi d'en apprécier la modernité. Car Postlethwayt marque, mais souterrainement, l'Economie Politique. Nous pensons que sa réflexion et ses idées

anticipent celles de grands auteurs, ou encore, elles préfigurent des méthodes d'analyse modernes.

Dans l'ordre chronologique, nous retrouvons ces idées

- chez David Ricardo
- dans le « k » de L'Ecole de Cambridge (traité ci-dessus au § III3))
- dans les méthodes d'analyse des effets de la fiscalité indirecte au XXe siècle
- dans les Politiques libérales, budgétaires et fiscales, au XXIe siècle

V1) Postlethwayt et Ricardo

Dans son œuvre principale « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » (1821), Ricardo passe en revue les impôts à travers 11 chapitres, chapitres VIII à XVIII, auxquels il convient d'ajouter le chapitre XXIX « Des impôts payés par le producteur ».

La théorie ricardienne de la fiscalité (ses modalités, leurs effets économiques) enseigne deux leçons qui furent celles de Postlethwayt.

1) Leçon 1 : *La fiscalité exerce un effet récessif sur les profits et l'accumulation du capital*

Dans le chapitre VIII (« De l'impôt »), Ricardo donne la définition suivante de l'impôt :

L'IMPÔT est cette portion du produit de la terre et de l'industrie d'un pays, qu'on met à la disposition du gouvernement; et il est toujours, en dernière analyse, payé par le capital, ou le revenu national.

Et démontre une première leçon :

Il n'est point d'impôt qui ne tende à empêcher l'accumulation, car il n'en est aucun qui ne gêne la production.

Les funestes effets de l'impôt viennent moins du choix des objets imposables que de la somme totale de ses effets pris collectivement.

Sa démonstration repose sur la distinction entre revenu et capital, laquelle permet de dire *quand l'impôt frappe t'il le capital*. Démonstration assise sur l'exemple élémentaire suivant :

Impôt sur le revenu et Impôt sur le capital : la distinction ricardienne

Soit un Revenu annuel de 1000£

L'impôt porte sur le revenu si :

Revenu Net = Revenu brut - Impôt
en le supposant intégralement dépensé
Dépense Nette = Dépense brute - Impôt
 $900£ = 1000£ - 100£$

L'impôt porte sur le capital si :

Dépense Nette > Dépense brute - Impôt
 $1000£ > 1000£ - 100£$

Alors il est nécessaire que :

(1) $1000£ = 1000£ - 100£ + 100$ <=> (2) $1000£ - 100£ = 1000£ - 100£$

L'origine des 100£ (1) ne peut être que le capital et non le revenu.

En assimilant ces 100£ (2) à un impôt de 1% sur un capital détenu de 10000£, on montre que l'impôt a alors atteint le capital.

Appliquée aux finances publiques, cette distinction débouche sur l'enseignement qui corrobore la première leçon :

« Par conséquent, à mesure que les impôts augmentent, ainsi que les dépenses du gouvernement, la dépense annuelle de la nation doit diminuer, **à moins que** le peuple ne puisse augmenter son capital et son revenu dans les mêmes proportions. Il est de l'intérêt de tout gouvernement d'encourager cette disposition dans le peuple, et de ne jamais lever des impôts qui atteignent inévitablement les capitaux ; car on attaque ainsi le fonds destiné à l'entretien de l'industrie, et on diminue par conséquent la production future du pays » (Principes, Chap VIII). (souligné par Nous : RF),

c'est-à-dire :

« si le gouvernement et la nation continuent à faire les mêmes dépenses pendant que la reproduction annuelle décroît, les ressources du peuple et de l'État, déclineront avec une rapidité toujours croissante, et la misère, la ruine en seront les suites inévitables. » (Ricardo : « Principes », Chap VIII).

Dans l'hypothèse d'une hausse concomitante de la dépense globale (privée et publique) et des impôts, il n'est d'autre solution, selon Ricardo, que de **diminuer la dépense globale**. Sinon les impôts atteignent le capital, au risque d'une récession. Toutefois, il est toujours possible de stimuler une hausse proportionnelle du revenu et du capital.

Cette première leçon est celle de Postlethwayt : *la ruine du commerce par diminution des profits*. Postlethwayt exposait donc les mêmes effets récessifs que ceux de Ricardo.

The public Debt occasions an Annuity to be drawn out of the Profit and

Consumption of every Individual. Before such Debt took Place, every body possessed their whole Gains.

Le règlement de la dette serait par conséquent, assimilable à une *prime* ou *subvention* de 100%, accordée au commerce et aux manufactures, et qui enrichirait tout le monde. Et de plus, cela détournerait les spéculateurs (*stock-dealers*), dont les fonds iraient vers le commerce.

Sa théorie de la circulation vise donc la réalisation du « **à moins que...** » de Ricardo.

Seule une différence de contexte (le début florissant et pacifique du XIXe pour Ricardo, le milieu du XVIIIe en crise et en guerre) explique que Ricardo retienne la leçon drastique de la *réduction des dépenses*, tandis que Postlethwayt espère une *relance du commerce*. Car, pour ce dernier, les dépenses associées à la guerre sont irréductibles.

2) Leçon 2 : *L'équivalence ricardienne*

On appelle *équivalence ricardienne* la théorie, ébauchée par Ricardo, de l'identité des modes de financement du déficit budgétaire, quant aux effets des dépenses publiques.

Autrement dit l'effet des dépenses publiques est indépendant des modes de financement : Impôts et taxes (paiement immédiat) ou Emprunt (paiement différé).

Cette thèse, reprise à l'époque contemporaine, a conduit à une remise en cause de la conception keynésienne de la relance budgétaire (R. Barro, J. Buchanan et plus généralement *l'Ecole du Public Choice*).

David Ricardo a eu l'intuition des *anticipation rationnelles*, en considérant que les agents arbitrent entre consommation présente et consommation différée, et donc entre revenus présents et revenus futurs. Par conséquent une relance keynésienne par déficit budgétaire, conduit les agents rationnels à anticiper une hausse des impôts et donc à préférer l'épargne à la consommation immédiate. Le multiplicateur keynésien est alors diminué, et avec lui les effets de la relance sur l'activité et l'emploi.

La théorie de l'équivalence a donc été pour Ricardo, l'un des arguments pour confirmer la nécessaire compression des dépenses publiques.

On ne peut pas dire que Postlethwayt ait eu toutes ces intuitions, même s'il accorde aux consommateurs une certaine autonomie décision (« *fashions and humours* » sont chez lui des déterminants du prix). La seule *anticipation* qu'on puisse lui imputer est de nature comptable. Ce sont les *provisions financières*. Or, elles excluent toute psychologie, et par conséquent les possibles réactions des agents à un *déficit budgétaire*, car leurs décisions ne sont pas intertemporelles.

Cependant, sa conception des effets de la fiscalité, entièrement fondée sur la rapidité de la circulation monétaire laisse penser qu'il exclut l'idée d'un effet positif, soit du déficit budgétaire, soit d'une création nette de monnaie par les pouvoirs publics. Ses thèses rejoindraient donc indirectement celles des monétaristes et anti-keynésiens modernes. Ne va-t-il pas jusqu'à promouvoir l'extinction de la dette ?

V2) Les méthodes d'analyse de la fiscalité indirecte au XXe siècle (Ramsey)

Les progrès de l'économie mathématique du XIXe siècle, ont permis la reformulation de nombreux problèmes économiques. La fiscalité indirecte a vu son analyse renouvelée au XXe siècle, suite aux travaux de **F.P Ramsey** : « *A contribution to the theory of taxation* » - *Economic journal* – 1927. Plusieurs auteurs théoriciens des finances publiques, ont proposé une reformulation mathématique du problème de la fiscalité indirecte (taxes spécifiques sur certains biens -tabac, alcool-, TVA _dite – taxe *ad valorem*-).

Adam Smith, dans la RDN, avait déjà fait un pas dans ce sens, en dénonçant à l'aide d'arguments rhétoriques, historiques et statistiques, la perte subie par le consommateur, et l'inefficience de la taxation. Avec les progrès de la Mathématique au XIXe, on a pris l'habitude de présenter la critique smithienne à l'aide des **théories du surplus** (Méthode de Dupuit, et Marshall). La perte du consommateur est simplement mesurée par *la perte de surplus* qui lui est imposée (voir notre chapitre : « *La critique du mercantilisme par A. Smith* »). C'est dans les années 1970, que cette habitude a été remplacée par une autre. Désormais, c'est **la théorie de la demande duale**, qui permet de poser et de solutionner les problèmes de la taxation indirecte. Cette méthode est celle de Diamond, P.A., and Mirrlees, J.A. 1971 : « *Optimal taxation and public production* », Parts I and II. *American Economic Review* 61: 8–27 and 261–278,

et de Diamond, P.A., and D. McFadden. 1974. « Some uses of the expenditure function in public finance. *Journal of Public Economics* 3(1): 3–21 ».

Le fondement de la méthode, est *le taux de taxation optimal*, donné par la règle de **Frank. P Ramsey** (1903-1930)-Ecole de Cambridge- « *A contribution to the theory of taxation* » - *Economic journal* – 1927.) . Ce dernier posait le problème pour un Monopoleur d'un bien, du prix à fixer pour atteindre simultanément les deux objectifs : Minimiser ses coûts, et Minimiser la perte du consommateur). Sa réponse est : *Le prix doit être tel que la marge excédant le coût marginal soit inversement proportionnelle à l'élasticité prix du bien considéré.*

Un résumé de cette méthode de la demande duale est alors le suivant :

La perte sèche pour un panier de biens s'écrit :

perte sèche pour le consommateur ➡ $L = E(p+t, u) - E(p, u) - tx$

↑
vecteur
des
prix de
vente
↑
vecteur
des taxes
↑
niveau
d'utilité
associé à
la dépense
↑
vecteur des
marchandises
achetées

➡ = dépense et satisfaction AVEC taxe - dépense et satisfaction SANS taxe - la taxe

Optimiser la structure de la taxation, consiste à MINIMISER L.

Deux Ecoles proposent deux résultats différents.

Première Ecole : en suivant le modèle de F.P Ramsey

Selon la règle du taux de taxe (du vecteur) optimal de Ramsey, celui-ci est obtenu en dérivant L par rapport à t

$$\sum_j t_j \left(\frac{\partial x_i}{\partial t_j} \right)_u = \lambda x_i$$

dérivée partielle
taux de variation de la taxe

Qui signifie que l'ensemble des biens composant le panier, doivent varier dans la même proportion.

Sous l'hypothèse de biens non substituables, ou non complémentaires, la règle se réduit à :

$$\frac{t_i}{p_i} = \lambda \frac{x_i}{p_i} \left(\frac{\partial x_i}{\partial t_i} \right)_u$$

Qui donne la condition de minimisation sous la forme d'une règle de **l'élasticité prix : la taxe doit principalement porter sur les biens dont la demande est inélastique**. Autrement dit, les biens pour lesquels

L'élasticité prix directe $\varepsilon_{xi}^{pi} = \frac{x_i}{p_i} \left(\frac{\partial x_i}{\partial t_i} \right) < 1$ ou $0 < \varepsilon_{xi}^{pi} < 1$

C'est-à-dire les biens de première nécessité, ou biens Giffen.

Seconde Ecole : en ne suivant pas le modèle de Ramsey : Hotelling, H. 1938. The general welfare in relation to problems of taxation and of railway and utility rates. *Econometrica* 6: 242–269. Musgrave, R.A. 1959. The theory of public finance. New York: McGraw-Hill.)

Le modèle de Ramsey a en effet été sujet à de sévères critiques.

Sous l'hypothèse d'une *taxe forfaitaire (lump tax)*, indépendante des comportements individuels et donc uniforme, la perte sèche est encore plus réduite. Elle est même égale à zéro, puisqu'une taxe forfaitaire uniforme ne variant pas, la dérivée partielle est nulle.

Le vecteur de taxes de Ramsey, est en fait toujours supérieur à une *poll tax* (capitation) ou à son équivalent chez Ramsey puisque : *le bien le plus nécessaire, ou le plus inélastique est la vie*. Donc la taxe qui minimise L , serait la « capitation ».

Si on se rapproche de la réalité, il conviendrait de tenir compte d'autres éléments objectifs mais impossible à taxer, tel que les niveaux de qualification de ménages (lesquels jouent sur le revenu total). Cet argument a suscité un autre mode de détermination du niveau optimal des taxes, qui montre que l'efficacité d'une structure de taxes, est *sensible* aux hypothèses adoptées pour les autres types de mesure de la taxation. Ce qui forme une autre école dont la leçon est : *l'uniformisation des taxes indirectes est préférable car elle conduit l'égalité des prix et des coûts marginaux*.

Le premier problème de l'uniformité est que *le loisir* ne peut être taxé. Donc l'optimisation ne peut conduire qu'à un *second best* qui consiste à appliquer des taux élevés pour les biens complémentaires au loisir, et des taux faibles pour les biens substitués du loisir.

L'autre problème de l'uniformité est celui « *des biens méritoires* » de Musgrave, tel que l'éducation., mais sur lequel il est difficile d'asseoir une taxe. Ces phénomènes incitent donc à non uniformisation, puisque le marché comporte des externalités.

Malgré ces quelques exceptions, l'uniformité constitue le choix analytique et pratique le plus en vue, du fait simplement de ses énormes avantages administratifs. Ainsi dans le monde s'est répandue la TVA.

On peut inscrire Postlethwayt dans cette évolution, en faisant remarquer :

- 1) que son enseignement, et celui de Decker, visent, avant A. Smith, à minimiser la perte des consommateurs, due aux taxes. Les deux auteurs démontrent en effet que la taxation indirecte, est totalement subie par le demandeur final (voir plus haut dans notre texte). Postlethwayt et Decker ont donc donné une leçon sur les finances publiques, qui constituera l'un des leitmotivs des théories libérales, de Smith à nos jours.
- 2) que ces deux enseignements dénoncent *la multiplication des taxes indirectes*. Decker ainsi qu'il a été dit plus haut propose l'instauration d'une taxe unique, en lieu et place de l'éventail des impôts indirects. Ce que Postlethwayt reprend à son compte. Que les idées de ces deux auteurs aient donc pu mener la réflexion vers la TVA, n'est pas une conclusion à exclure.

V3) les politiques budgétaires et fiscales du début du XXI^e siècle : l'actualité de Postlethwayt

L'évolution des politiques budgétaires et fiscales du début du XXI^e siècle a pris une allure libérale et anti keynésienne. Les mécanismes du marché ne doivent pas être entravés, par des rigidités budgétaires et fiscales, source de déséquilibres, sinon de crises. Cette exigence fut même une des conditions de l'institution de l'UE.

Les impôts et les taxes demeurent cependant une nécessité, d'autant que la dette publique dans de nombreux pays connaît une croissance qui inquiète les décideurs publics. Les économies de dépenses, sont partout à l'ordre du jour, dans un contexte de régression du niveau général de l'emploi.

Il est loisible de constater que le rôle des politiques et budgétaire et fiscales est, dans ces conditions, pensé dans les mêmes termes qu'au milieu du XVIII^e siècle, mais non ceux de Postlethwayt, plutôt l'opposé. Aussi les nouvelles politiques semblent t'elles donner tort à Postlethwayt, de deux manières :

- Tout d'abord, Postlethwayt jugeait nécessaire le remboursement du *principal de la dette*, pour alléger, voir supprimer le *fardeau fiscal*. Il s'érigeait, plus généralement, contre l'idée parlementaire d'une **dette perpétuelle**. Les politiques actuelles, quant à elles, acceptent la dette perpétuelle, en allant dirions-nous, dans le sens parlementaire du XVIII^e anglais, dûment suivi en France suite aux décisions de l'Assemblée Constituante en 1789. La loi d'Août 1794 crée le Grand Livre de la dette publique non viagère, laquelle décharge l'Etat du remboursement du *principal*, convertissant ainsi en rente perpétuelle au taux de 5% chaque créance. Aussi, n'y a-t-il, en France, depuis le début du XIX^e, plus aucun crédit, en vue du remboursement du principal de la dette. La dette est devenue **souveraine** (*sans date de fin de remboursement*).

Le débat continue cependant, opposant les partisans de la dette perpétuelle, et ceux qui, en vertu des engagements des pouvoirs publics, prônent son remboursement. Parmi les partisans, certains préconisent le « *haircut* », c'est-à-dire l'annulation de tout ou partie de la dette détenue par le public.

Cette importance accordée à la dette publique, prouve l'intérêt des thèses de Postlethwayt, même si l'orientation des décisions va à l'opposé de ses enseignements.

- Ensuite, les politiques budgétaires et fiscales contemporaines, ne considèrent plus le montant de la dette comme prioritaire, mais le *taux de l'intérêt* servi aux créanciers. Il importe alors simplement d'éviter les variations erratiques de celui-ci. Ce qui est du ressort de la Banque Centrale.

Curieusement nous retrouvons à nouveau la politique du Trésor anglais au XVIII^e. Postlethwayt lui reprochait d'une part le non remboursement du principal, et d'autre part la manipulation à la baisse du taux d'intérêt, nuisible aux créanciers. La question revient donc à ceci : pourquoi Postlethwayt avait-il si peu d'espoir dans la maîtrise de la dette par le taux d'intérêt, et avait-il raison ?

La réponse est théorique. L'adhésion de Malachie Postlethwayt à la théorie quantitative classique de la monnaie, entraînait fatalement la réduction du rôle *du taux d'intérêt* dans

l'équilibre macroéconomique. Or, l'économie politique démontrera, ce que Locke avait pressenti, que la quantité de monnaie n'est pas la variable d'ajustement principale, mais bien son *prix, le taux de l'intérêt*. Et ce prix a des conséquences sur l'équilibre monétaire (offre et demande de monnaie), et sur l'équilibre réel (offre et demande globale, et prix des autres marchandises). Il permet en particulier, la maîtrise de l'inflation, imputée par Postlethwayt à la dette.

De plus, Postlethwayt avait pour définition du taux de l'intérêt, celle forgée par Joseph Massie (sans le mentionner), et devenue courante : *l'intérêt est une part du profit de l'entrepreneur*, soit pour Postlethwayt :

« *share of profit...proportionnable to the sum lent, and be called Interest of the money* » (article « Interest » du dictionnaire). Or, une telle définition ne peut s'accommoder avec le quantitativisme monétaire classique (ainsi que l'a prouvé J. Massie). Elle est donc chez lui plutôt embarrassante, qu'éclairante, car non articulée à sa théorie monétaire.

Postlethwayt, avait donc peu d'espoir dans la maîtrise de la dette par le taux d'intérêt, parce qu'il croyait qu'une circulation accélérée de la monnaie, était une alternative à la gestion du taux d'intérêt. A notre époque, les deux méthodes sont conjuguées, ainsi qu'en témoigne par exemple la récente institution en France du *prélèvement à la source (pour l'impôt sur le revenu)*, parallèlement aux politiques du taux d'intérêt.

Postlethwayt ne se trompait donc pas, dans la mesure où il percevait les dangers de la dette à travers la théorie monétaire de son époque. Mais il avait tort de négliger l'efficacité de la dynamique macroéconomique et institutionnelle, qui se tissait entre l'« Exchequer » (Ministère des Finances), la Banque d'Angleterre et le « Treasurer » (Trésor public). Dynamique qui épargnera bien des périls financiers au Royaume, dont celui de la « banqueroute étatique ». Ce qui surprend, dans la mesure où, lui-même, a su résoudre la faillite de la RAC, en recourant à la Banque d'Angleterre, méthode qu'il a été jusqu'à suggérer au Premier Ministre Pelham, afin de rembourser la dette.

CONCLUSION

Au sein du mercantilisme préclassique, l'œuvre de Malachie Postlethwayt est, au milieu du XVIII^e siècle, une œuvre très particulière. Simple fait de la personnalité complexe de Postlethwayt lui-même : Directeur de la RAC, laquelle est ruinée, Conseiller politique en Finance publique auprès des plus prestigieux Premiers Ministres, auteur compilateur et rédacteur d'un dictionnaire du commerce monumental, observateur attentif de l'équilibre économique politique mondial, citoyen désireux de voir le bien être s'étendre dans le Royaume grâce au commerce.

L'essai de synthèse de son œuvre proposé ici ne suffit pas pour en rendre compte. Mais il attire l'attention sur la participation de Postlethwayt au progrès de l'économie politique de son temps, et aussi à celui de la politique économique, budgétaire et fiscal. Nous avons pu souligner les éléments importants dans sa contribution.

Elle demeure néanmoins elle-même complexe. Il était, semble-t-il, difficile (voire impossible) à Postlethwayt de tenir un discours intégré et uniforme, comme l'ont fait de grands auteurs, tel que J. Locke, ou le feront, tels que A. Smith et D. Ricardo . Ce qui se lit dans le caractère contradictoire de son discours pragmatiste : à titre d'exemple,

- Les « stock-jobbers » sont des créanciers dangereux pour l'Etat, mais il défend ardemment les intérêts perçus par les créanciers de l'Etat, car ils constituent une *demande au commerce*. Son modèle de circulation idéale prédit même un taux de 10% !
- La dette publique doit être éradiquée dans « True system », mais non totalement dans l'article « Interest »
- Les impôts indirects nuisent au commerce dans les articles « Taxes » et « Duties » ou dans l'ouvrage « True system », mais Postlethwayt se met au service de l'Etat pour créer un « sinking fund » au moyen de taxes sur le tabac, les vins, ou d'autres articles de consommation. Ou encore, il démontre théoriquement que les taxes favorisent la *circulation du cash*, en « déthésaurisant » la monnaie (ci-dessus page 20).
- Etc....

Il existe ainsi une liste de propositions ou d'actions, allant dans un sens opposé à celui attendu. Ce que nous avons appelé la personnalité complexe de Postlethwayt, en l'acceptant ainsi.

Reste que s'il fallait catégoriser son analyse économique en général, nous dirions qu'elle est plus proche de celle du négociant en bois, J. Vanderlint (aux contradictions près), que de celle du philosophe J. Locke ou du banquier R. Cantillon. Mais elle n'eût pas vu le jour sans l'œuvre de Sir Matthew Decker qui l'a précédée, et pour le Dictionnaire, sans Jacques Savary des Brûlons.

*fin-***-*

ANNEXE

Les Mathématiques et les Tables Financières de Malachie Postlethwayt exposées dans *The Universal Dictionary of Trade and Commerce* » 1757, article « INTEREST »

POSTLETHWAYT distingue l'intérêt simple (*simple interest*) et l'intérêt composé (*compound interest*). L'article dans son ensemble constitue le fondement théorique et méthodologique, de sa thèse du remboursement de la dette, à l'aide d'un « *sinking fund* » (*fonds d'amortissement de la dette*).

Simple Interest

L'intérêt simple suit une progression arithmétique

Let $\begin{cases} P = \text{any principal sum put to interest.} \\ R = \text{the rate of interest per cent. per ann.} \\ t = \text{the time of the principal's continuance at interest.} \\ A = \text{the amount of the principal, and it's interest.} \end{cases}$

L'intérêt simple (R) est un intérêt annuel, mais il peut être proportionnel (infra annuel, il est alors divisé)

La formule (annuelle) : 4 théorèmes

Si $P = 100$; $R = 0,02$; $t = 2$ ans

- 1) $P + tRP = A \rightarrow$ **la somme capitalisée** (A) égale le principal, + le principal fois le taux multiplié par le nombre d'années de capitalisation
 $100 + (100 \times 0,02 \times 2) = 104 =$ capitalisation (le capital a grossi de 4)
- 2) $P = A / (tR + 1) \rightarrow$ **Valeur actualisée** du principal au taux R, placée pour une durée t.
 $96 = 100 / ((2 \times 0,02) + 1) = 100 / 1,04 = 96$
- 3) $R = (A - P) / tP \rightarrow$ **le taux d'intérêt** est égal à : (Montant de l'intérêt) / t fois le Principal)
 $2 = (104 - 100) / (0,02 \times 100) = 4 / 2 = 2$
- 4) $(A - P) / RP = t \rightarrow$ **la durée du placement** est égale à (Montant de l'intérêt) / (le taux fois le principal)
 $(104 - 100) / (0,02 \times 100) = 4 / 2 = 2$ ans

Proportionné à la journée, le taux devient $R = 0,02 / 365 = 0,00054794$

(il construit une table fonctionnelle des taux équivalents journaliers et annuels pour 3 à 5%)

Compound Interest

L'intérêt composé suit une progression géométrique. Un nouveau principal est créé à chaque capitalisation. Ce procédé est illégal, rappelle-t-il, mais très fréquent, dès qu'il s'agit de calculer des annuités ou pensions.

Let $\begin{cases} P = \text{any principal sum put to interest.} \\ R = \text{the rate of interest per cent. per ann.} \\ t = \text{the time of the principal's continuance at interest.} \\ A = \text{the amount of the principal, and it's interest.} \end{cases}$

Alors $A = P(1 + (R/100))^t$ avec $(1 + (R/100))^t$ le multiplicateur global

Dans notre exemple : $104 = 100 (1 + 0,02)^2$

En reprenant la formule de l'intérêt simple, qui devient composé, on peut écrire des théorèmes identiques :

- 1- $RRt = 2^2 = 4 \rightarrow$ d'où l'on déduira $100 + 4 = 104$
- 2- $A / Rt = P \rightarrow 104 / 1,04 = 100$
- 3- $A/P = Rt \rightarrow 104/100 = 1,04$

La complexité des calculs, dit Postlethwayt, peut être simplifiée à l'aide des logarithmes, c'est-à-dire en linéarisant la croissance exponentielle.

Il fournit de même des tables de calcul à intérêt composé infra annuelles, selon des taux variés et pour une durée maximale de 50 ans.

Il fait remarquer qu'en raisonnant sur une période infra annuelle, le montant de l'intérêt *composé* sera toujours inférieur à celui de l'intérêt simple.

Les tables de mathématiques financières de Postlethwayt (intérêts composés)

Les 5 tables sont :

- 1) Capitalisation d'une £ivre suivant 5 taux, allant de 3 à 5%, de 1 à 50 ans (*amount of 1£ in t years*)
Si $R = 5\%$ est le taux et $t=2$ la durée, alors 1 £ivre = $(1+R)^t = (1+0.05)^2 = 1,1025$
- 2) Valeur actuelle d'une £ivre (*present value*) = inverse de la valeur capitalisée
 $= 1/(1+0.05)^2 = 0,907$
- 3) Capitalisation (comme 1)) par cumul dans 1) (*amount of 1£/annum*)
La table 1 est concaténée pour obtenir la table 3 partant de la valeur 1(ou zig zag entre 1 et 3)
- 4) Valeur actuelle (comme 2)) par cumul dans 2 (*present value of 1£*)
La table 2 est concaténée pour obtenir la table 4 partant de la valeur 1(ou zig zag entre 2 et 4)
- 5) Annuité pour une £ivre (*Annuity which 1£ will purchase*)
Donnée en inversant chaque résultat de la table 4, donc Annuité = 1/Valeur actuelle
Pour $t=2$ et $R = 5\%$ alors : Annuité = $1/\text{valeur actuelle} = 1/1,8594 = 0,537$.

D'où il ressort que les tables les plus importantes sont : 1 et 2, desquelles sont tirées 3,4 et 5.

Application des tables des intérêts composées à des calculs relatifs à la dette.

Il suggère plusieurs exercices permettant d'appliquer les tables aux grandes questions du moment.
Par exemple :

Rechercher l'Annuité suffisante pour éteindre une dette de 50 millions en 30 ans à 4%/an ?
Le calcul prend pour base les tables pour une £ivre, et par multiplication donne la réponse à la question. Soit :

Capitalisation d'une £ivre à 4% en 30 ans (Table 1) = 0,578301

Pour 50 Millions : $0,578301 \times 50 \text{ millions} = 2\,891\,505/\text{an}$

Donc un fond d'emprunt (*sinking fund*) égal à 895,505£/an suffirait pour décharger cette dette en 30 ans, et au même taux (4%), car

$891505 (1+0.04)^{30} = 2891505$

ce qui était donné par : Annuité / taux actuariel, soit $2891505/(1+0.04)^{30} = 891505$

Enfin, dans cet article, il soulève ensuite plusieurs questions relatives à la baisse du taux de l'intérêt (de 6% à 5%) qui a eu lieu avant la dernière guerre afin de conforter sa propre thèse.

*Fin Annexe-***-*

-X-